



RAPPORT DE PROGRES DU SUIVI DES ENGAGEMENTS FP2030 DU BURKINA FASO PAR L'OUTIL MOTION TRACKER PERIODE DE JANVIER - DÉCEMBRE 2022

MTA
MOTION TRACKER APPROACH



Association
Burkinabè pour le
Bien Être Familial
BURKINA FASO

Avec l'appui technique de Samasha

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	4
REMERCIEMENTS	6
DÉFINITIONS DE CONCEPTS	7
I CONTEXTE	8
1.1: Introduction	8
1.2 Résumé du projet	9
1.3 But du Motion Tracker	9
1.4 Objectifs	9
1.5 Résultats attendus	10
1.6 Stratégies de mise en œuvre du Motion Tracker	10
II : APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE DE COLLECTE DES DONNÉES	11
2.1 Echantillonnage (à définir au niveau des concepts)	11
2.2 Périodicité de la production des rapports	11
2.3 Collecte et traitement des données	12
2.4 Techniques de collecte de données	12
2.5 Analyse et communication des données.	13
III. CONSTATATIONS ET RÉSULTATS	13
3.1 Organisations contributrices par blocs du système de santé de l'OMS	15
3.2. Contributions des partenaires par indicateurs de processus	15
3.3. Synthèse des réalisations des engagements selon les indicateurs de processus	44
IV. DIFFICULTÉS	45
V. RECOMMANDATIONS À L'ENDROIT DES PARTIES PRENANTES	45
VI. PROCHAINES ÉTAPES	47
VII. CONCLUSION	47
ANNEXE 1 :	48

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ABBEF :	Association Burkinabè pour le Bien-Être Familial
ABSFM :	Association Burkinabè des Sages-Femmes et Maïeuticiens
AMBF :	Association des Municipalités du Burkina Faso
ANRP :	Agence Nationale de la Régulation Pharmaceutique
APE :	Association des parents d'élèves
ARBF :	Association des Régions du Burkina Faso
ASBC :	Agent de Santé à Base Communautaire
ASMADE :	Association Songui-Manègré/ Aide au Développement Endogène
BURCASO :	Conseil Burkinabè des Organisations de Développement Communautaires
CAMEG :	Central d'Achat des Médicaments Essentiels et Génériques
CGASS :	Commission Genre, Affaire Sociale et Santé
CHR :	Centre hospitalité régional
CSPS :	Centre de santé et de promotion sociale
DAF :	Direction des Affaires Financières
DBC :	Distribution à Base Communautaire
DCAPS :	Direction de la chaîne d'approvisionnement en produits de santé
DGESS :	Direction des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGOS :	Direction générale de l'offre de soins
DGPA :	Direction Générale de la Pharmacie et de l'Approvisionnement
DHS:	Demographic and Health Surveys
DMPA-SC:	Depot Medroxyprogesterone Acetate sous cutané
DPEIEFG :	Direction de la Promotion de l'Education Inclusive, de l'Education des Filles et du Genre
DPP :	Direction des Politiques de Population
DRSHP :	Direction Régionale de la Santé et de l'Hygiène Publique
DS :	District sanitaire
DSF :	Direction de la Santé de la Famille
DSSR :	Droits en Santé Sexuelle et de la Reproduction
DT :	Délégation des Tâches
EH :	Engenderhealth
EquiPop :	Equilibres et Populations
EVF :	Education à la vie familiale
FP2030:	Family Planning 2030
GHM:	Gestion hygiénique des menstrues
GFPVAN:	Global family planning visibility and analytics network
GND :	Grossesses Non Désirées
GT/SR :	Groupe Technique Santé de la Reproduction
HP+ :	Health Policy Plus
IEC :	Information, Education et Communication
IST :	Infection Sexuellement Transmissible

JA :	Jeunes Ambassadeurs
LAD :	Large Anonymous Donor
MdM F :	Médecins du Monde France
MEFP :	Ministère de l'Economie des Finances et de la Prospective
MSHP :	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
MSI BF :	Marie Stopes International Burkina Faso
NU :	Nouvelle utilisatrice
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
ON :	Organisation Neutre
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
OOAS :	Organisation Ouest- Africaine de la Santé
OSC :	Organisation de la Société Civile
PCD :	Plan Communal de Développement
PF :	Planification Familiale
PFFA :	Planification Familiale du Post-Abortum
PFPP :	Planification Familiale du Post-Partum
PMA :	Performance Monitoring For Action
PN-PF :	Plan National de la Planification Familiale
PNP :	Politiques Normes et Protocoles
PROMACO :	Programme de Marketing Social et de Communication pour la Santé
PRSS :	Programme de Renforcement du Système de Santé
PTF :	Partenaire Technique et Financier
PSSR :	Programme santé sexuelle et reproductive
RAJS/BF :	Réseau Africain Jeunesse Santé et Développement au Burkina Faso
RCP-FAS :	Réseau des Champions en Plaidoyer pour le Financement Adéquat de la Santé au Burkina
SG :	Secrétaire Général
SMNI :	Santé Maternelle Néonatale et Infantile
SOS/JD :	SOS Jeunes et Défis
SR :	Santé de la Reproduction
SRAJ :	santé de la reproduction des adolescent-e-s et des jeunes
SR/PF/VIH :	Santé de la Reproduction/ Planification Familiale/Virus de l'Immunodéficience Humaine
SSR :	Santé Sexuelle et Reproductive
ST/ATD :	Secrétariat Technique chargé de l'Accélération de la Transition Démographique
SVT :	Sciences de la vie et de la terre
VGB :	violence basée sur le genre
TAAC:	The Advocacy and accountability collaborative
UCPO :	Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou
UE :	Union Européenne
UNFPA :	Union Nations Fund of Population
URCB/SD :	Union des Religieux et Coutumiers du Burkina pour la Santé et le Développement
USAID:	United States Agency for International Development

REMERCIEMENTS

L'Association Burkinabè pour le Bien-Être Familial (ABBEF) remercie le Ministère de la Santé et de l'hygiène publique et l'ensemble des autres parties prenantes issues des départements ministériels, des partenaires techniques et financiers, des organisations de la société civile actives dans les questions de population, développement et planification familiale (PF), pour le partage de leurs contributions à la mise en œuvre des engagements PF2030 du Burkina. Les informations collectées auprès desdites parties prenantes ont permis la production du présent rapport.

Elle remercie particulièrement, l'Unité de Coordination du Partenariat de Ouagadougou (UCPO) et Samasha pour leurs appuis techniques et financiers. Elle associe à ces remerciements le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et l'organisation non gouvernementale (ONG) Jhpiego pour l'accompagnement financier qui a permis la mise en œuvre de l'outil Motion Tracker au Burkina.

L'ABBEF traduit également sa reconnaissance au comité restreint pour son soutien dans la collecte et l'élaboration du rapport.

Le présent rapport fait l'état des efforts accomplis de janvier 2022 à juin 2022 par toutes les parties prenantes ayant contribué à la mise en œuvre des engagements du Burkina en matière de planification familiale à l'horizon 2030.

DÉFINITIONS DE CONCEPTS

Organisation neutre : désigne la structure de la société civile retenue après une phase de sélection rigoureuse pour coordonner la mise en œuvre du Motion Tracker. Cette organisation doit avoir une assise nationale forte, être reconnue dans son domaine d'expertise et capable de diriger le processus de mise en œuvre du Motion Tracker. Elle doit être capable de rassembler les parties prenantes autour des engagements et de faciliter la concertation entre elles afin de faire ressortir leurs contributions

Informateur clé : il s'agit d'une personne désignée au sein d'une structure pour jouer le rôle de point focal afin d'interagir avec l'organisation neutre. Elle est chargée de faciliter la collecte des données au sein de sa structure.

Le choix des informateurs clés a été fait sur la base d'un courrier signé du secrétaire général du ministère de la santé et de l'hygiène publique envoyé aux structures contributrices afin qu'elles désignent en leur sein, un point focal chargé d'interagir avec l'ABBEF en tant qu'organisation neutre dans le processus de collecte des données.

Données primaires : dans le cadre du Motion Tracker, les données primaires sont celles collectées auprès des structures à l'aide du guide de collecte ou canevas de collecte de données.

Données secondaires : s'agissant des données secondaires, elles font référence aux données issues des sources tels que les rapports de projets, les sites internet, etc.

Echantillonnage : désigne les structures qui ont « accepté » de fournir des données dans le cadre de l'élaboration du rapport. Dans la mise en œuvre du Motion Tracker, il a été procédé à une cartographie des parties prenantes. Cette cartographie a consisté à l'issue de validation des indicateurs, d'adresser un courrier signé du secrétaire général du ministère de la santé et de l'hygiène publique aux parties prenantes afin de leur présenter l'ensemble des sept (07) engagements et des dix-neuf (19) indicateurs de processus et à leur demander de se prononcer par rapport à leur contribution à la réalisation/mise en œuvre des indicateurs, et partant des engagements. Le Motion Tracker s'appuie également sur une approche d'échantillonnage boule de neige ou de réseaux en permettant aux organisations qui ont communiqué des données et qui connaissent d'autres organisations qui peuvent contribuer à la mise en œuvre des indicateurs les inviter à leur faire.

I CONTEXTE

1.1: Introduction

En pratiquant la planification familiale, les partenaires peuvent améliorer la santé des mères et des enfants en espaçant les naissances des enfants et en évitant les grossesses non désirées et à hauts risques. De plus, la planification familiale contribue fortement à l'accélération de la transition démographique à travers la réduction de la mortalité et de la morbidité maternelle et infantile d'une part, mais également la baisse de l'indice synthétique de fécondité (ISF) d'autre part. Ainsi, cette accélération de la transition démographique conduit à la capture du dividende démographique à travers une diminution du taux de dépendance conduisant à une plus grande capacité de l'économie à investir dans les secteurs productifs. Des investissements plus élevés combinés à une forte proportion de la population active conduisent à des revenus par habitant plus élevés. A plus long terme, les tailles des ménages deviennent plus petites, ce qui permet aux ménages d'investir davantage dans leurs enfants. Cet investissement conduit à une amélioration du capital humain, induisant une population plus productive avec un PIB par habitant plus élevé. Ceci permettra à des pays comme le Burkina Faso de tirer pleinement profit du dividende démographique. C'est dans ce contexte que le gouvernement du Burkina Faso à travers le ministère en charge de la santé et de l'hygiène publique a renouvelé son engagement en faveur de la planification familiale en prenant sept (07) engagements d'ordre politique, programmatique et financier dans le cadre de l'initiative FP2030.

ENGAGEMENTS POLITIQUES

- **Engagement 1** : Rehausser l'ancrage institutionnel de la coordination de la santé sexuelle et de la reproduction/ planification familiale en créant sous l'égide de SEM le Président du Faso, une instance multisectorielle réunissant les ministères, les institutions de recherche, la société civile, le privé et les partenaires techniques et financiers d'ici à 2023.
- **Engagement 2** : Accroître le taux de prévalence contraceptive moderne chez les femmes en union de 31,9% en 2020 à 41,3% en 2025.

ENGAGEMENTS PROGRAMMATIQUES

- **Engagement 3** : Augmenter la disponibilité des produits contraceptifs au cours des trois derniers mois précédant le jour de l'enquête de 51,6% en 2020 à 90% dans les points de prestation de services d'ici fin 2030 ;
- **Engagement 4** : Rendre disponibles et accessibles les informations et les services de santé de la reproduction/ planification familiale de qualité aux populations en situation de crise humanitaire y compris les groupes spécifiques, à travers la mise en place d'un mécanisme de préparation, réponse, et résilience efficace de 2021 à 2025 ;
- **Engagement 5** : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité des informations et services de santé de la reproduction de qualité adaptés aux besoins des adolescent-e-s et des jeunes dans 100% des formations sanitaires publiques y compris les infirmeries scolaires/universitaires, et les espaces sûrs, d'ici à 2025.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

- **Engagement 6** : Sur la base du budget de 2021, augmenter d'au moins 10% chaque année la ligne budgétaire allouée par l'État à l'achat des produits contraceptifs de 2022 à 2025 ;
- **Engagement 7** : Sur la base de 12% en 2020, amener 50% des communes à inscrire, alimenter et exécuter une ligne dans leur budget pour le financement des activités de PF d'ici fin 2025.

Le présent rapport fait le point sur la réalisation de ces engagements par l'utilisation de l'outil Motion Tracker.

1.2 Résumé du projet

Avec un financement de l'UCPO, l'ABBEF a travaillé avec l'appui technique de Samasha Medical de l'Ouganda pour adapter et mettre en œuvre le Motion Tracker. Le Motion Tracker a été développé par Samasha Médical Foundation en Ouganda pour le suivi des engagements pris dans des cadres tels que Every Woman Every Child, FP2020 avec le soutien de Reproductive Health Supplies Coalition (RHSC). Sur la base du succès enregistré au cours de la phase pilote dans les trois pays que sont le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Togo, le Motion Tracker a été étendu à l'ensemble des pays du Partenariat de Ouagadougou pour servir d'outil au suivi des engagements pris dans le cadre de l'initiative FP2030.

Au Burkina Faso, le suivi de la mise en œuvre des engagements FP2030 est assurée par l'ABBEF qui joue le rôle d'organisation neutre (ON). L'ABBEF a, dans le cadre de ce mandat, conduit les ateliers de déconstruction des engagements, de validation des indicateurs de processus, de collecte des données et d'élaboration du rapport de suivi. Cela a ainsi permis de mobiliser les efforts de l'ensemble des parties prenantes qui ont contribué à la mise en œuvre des engagements FP2030.

Pour rappel, le Motion Tracker est un cadre dynamique personnalisé pour renforcer la responsabilisation et conduire à l'action tout en gardant les engagements visibles, en mettant en évidence les progrès et en encourageant l'implication des partenaires pour apporter des solutions aux goulots d'étranglement. Ce cadre est basé sur une approche en six étapes comprenant (i) l'identification des engagements, (ii) la classification des engagements, (iii) la déconstruction des engagements, (iv) la catégorisation des engagements, (v) le développement d'indicateurs de processus des engagements, (vi) l'implication des partenaires pour reconnaître l'action, présenter les progrès et assurer une compréhension universelle des engagements grâce à une implication et une participation délibérée des partenaires au niveau national et local.

1.3 But du Motion Tracker

Le but du Motion Tracker est de contribuer à consolider la synergie d'action entre les acteurs clés en vue de la réalisation effective des engagements.

1.4 Objectifs

Le Motion Tracker a pour objectifs :

- a. Créer un environnement propice pour que les engagements mondiaux se traduisent en actions locales ;
- b. Exploiter le pouvoir collectif du gouvernement, des partenaires au développement et de la société civile à œuvrer de manière synergique pour le respect des engagements du pays avec une réponse stratégique renforcée ;
- c. Créer une approche systématique pour réaliser les engagements pris par chaque pays ;
- d. Evaluer le niveau d'atteinte des engagements du Burkina Faso dans le cadre de l'initiative FP2030.

1.5 Résultats attendus

Dans la démarche du Motion Tracker, l'ABBEF a collaboré avec l'ensemble des organisations de la société civile, les organisations communautaires, les ONG internationales, les partenaires au développement, les secteurs ministériels qui mettent en œuvre des activités de santé de la reproduction/planification familiale à travers le pays. Cette approche vise à susciter l'intérêt de tous à apporter leurs contributions respectives à la réalisation des engagements, à travers la collecte, la compilation et la mise en évidence des progrès accomplis ainsi que les gaps au niveau individuel et collectif de sorte à galvaniser toutes les parties prenantes en vue d'instaurer une véritable synergie d'action.

Les résultats attendus sont donc au nombre de quatre :

- les engagements pris par le Burkina Faso dans le cadre de l'Initiative FP2030 sont définis et bien compris par les différentes parties prenantes ;
- un environnement propice est créé pour la réalisation des engagements pris par le Burkina Faso dans le cadre de l'initiative FP2030 ;
- le pouvoir collectif du Gouvernement, des partenaires au développement et des organisations de la société civile (OSC) du Burkina est exploité pour une réponse stratégique renforcée pour le respect des engagements du pays ;
- le niveau d'atteinte des engagements du Burkina et des gaps sont évalués et partagés.

1.6 Stratégies de mise en œuvre du Motion Tracker

Les stratégies utilisées pour assurer le succès du Motion Tracker s'articulent autour de :

1. l'implication des partenaires ;
2. l'organisation de rencontres avec les principales parties prenantes ;
3. la collaboration avec les autres secteurs ministériels ;
4. le renforcement des capacités des acteurs pour une meilleure connaissance du processus de mise en œuvre du Motion Tracker (ateliers de déconstruction, de validation des indicateurs) ;
5. la mise en place de groupes de travail restreint.

II : APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE DE COLLECTE DES DONNÉES

Une liste des parties prenantes intervenant dans le domaine de la population, de la santé sexuelle et reproductive/ planification famille (SR/PF) au Burkina Faso sur le plan politique, programmatique et financier a été établie sur la base des organisations impliquées dans le processus d'élaboration des engagements FP2030. Ces structures sont issues du comité national d'élaboration des engagements en faveur de la planification familiale FP2030, de celles ayant contribué lors de la phase pilote du Motion Tracker, mais également de celles faisant parties des groupes thématiques du plan national de la planification familiale 2021-2025. A la suite de l'atelier de déconstruction des engagements, il a été organisé un atelier de validation des indicateurs. A l'issue de l'atelier de validation des indicateurs, une cartographie des parties prenantes a été réalisée. Chacune des organisations ciblées devait indiquer sa contribution à la mise en œuvre des engagements suivant les indicateurs validés.

Les parties prenantes ont par la suite été contactées par e-mail, par téléphone et/ou en personne dans le but de recueillir des informations sur leurs contributions.

Le point sur les techniques de collecte de données donne de plus amples informations sur les modalités de collecte et de traitement des données.

2.1 Echantillonnage

Cinquante-deux (52) organisations étaient ciblées pour la cartographie des parties prenantes. Ces organisations proviennent des ministères et institutions étatiques du niveau central et déconcentré, des PTF, des ONG internationales et nationales.

Au terme de cet exercice, cinquante-et-une (51) organisations ont été contactées. Sur ce nombre, vingt (21) organisations réparties comme suit ont fourni des données exploitables :

- 05 structures ministérielles et apparentées,
- 01 Partenaire technique et financier du système des Nations Unies,
- 09 ONG internationales,
- 06 ONG et associations nationales

Les données collectées auprès de ces structures ont servi effectivement à l'élaboration du présent rapport qui porte sur la période de janvier à juin 2022.

2.2 Périodicité de la production des rapports

Le Motion Tracker présente des rapports périodiques. S'appuyant sur le cadre de redevabilité, la périodicité des rapports est semestrielle. Deux rapports de progrès sont envisagés chaque année. Ainsi les données seront collectées en deux vagues : l'une couvrant le premier semestre de l'année (janvier à juin) et l'autre le deuxième semestre (juillet à décembre).

En 2022, il était attendu deux rapports de suivi : le premier dû en fin juillet 2022 et le second dû en février 2023. Toutefois, dans la mise en œuvre il a été constaté des défis en termes de mobilisation des différents acteurs pour la collecte des données d'une part, et d'autre part, la maîtrise du processus de production du rapport dans les différents pays du Partenariat de Ouagadougou. Cette situation a conduit à la production d'un seul rapport pour l'année 2022. Ce rapport couvre la période de janvier à juin 2022.

2.3 Collecte et traitement des données

Des sources de données primaires et secondaires ont été utilisées. Les données primaires ont été collectées à l'aide d'un questionnaire de contribution des partenaires (ci-joint en annexe 1).

Les données secondaires ont été collectées grâce à la revue documentaire de divers documents, tels que des rapports d'activités et/ou de projets.

Les données collectées sont désagrégées par parties prenantes et par indicateurs. Elles ont servi à l'élaboration du rapport de progrès de la mise en œuvre des engagements FP2030.

2.4 Techniques de collecte de données

Les techniques de collecte de données suivantes ont été utilisées :

Entretiens avec des informateurs clés : un questionnaire structuré a été administré aux informateurs clés parmi les ONG internationales, les OSC locales et les ministères impliqués.

Revue documentaire : des documents pertinents ont été exploités comme mentionné ci-dessus.

Les modalités de collecte des données comprenaient des réunions individuelles, des appels téléphoniques et des correspondances par courrier électronique ou physique.

Les partenaires qui ont contribué au présent rapport sont listés ainsi qu'il suit :

Tableau 1: Liste des structures contributrices

Catégorie	Institutions
<i>Gouvernement du Burkina Faso</i>	<ul style="list-style-type: none">Ministère de la santé et de l'hygiène publique (Direction de la Santé de la Famille, Secrétariat technique chargé de l'accélération de la transition démographique)Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (Direction des politiques de population)Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (DGESS)Université Joseph KI-ZERBO (ISSP-PMA)
<i>PTF</i>	UNFPA
<i>ONG Internationales</i>	<ul style="list-style-type: none">JhpiegoIntrahealth InternationalMédecins du Monde FrancePlanned Parenthood GlobalPlan International Burkina FasoMarie Stopes International Burkina FasoEngenderHealth,Health Policy Plus (HP+)Equilibres et Populations
<i>ONG Locales</i>	<ul style="list-style-type: none">ABBEFPROMACOURCB/SDSOS/JDBURCASOJASRPF BF

2.5 Analyse et communication des données.

Les informations recueillies auprès des vingt-un (21) organisations ont été examinées pour garantir leur exhaustivité et rassemblées par indicateurs de processus. Ces informations ont été résumées et les tendances émergentes ont été mises en évidence pour permettre de comprendre les progrès. Chaque indicateur a été ensuite codé en vert, jaune ou rouge selon son niveau de réalisation.

Les indicateurs pour lesquels aucune information n'a été rapportée ou aucun progrès réalisé ont été codés en rouge. Les indicateurs pour lesquels certaines informations attestent des progrès réalisés ou en cours ont été codés en jaune et les indicateurs qui ont été atteints ont été codés en vert.

Tableau 2 : Codification des indicateurs

Couleur	Etat/Progrès
VERT	Atteint , les informations disponibles indiquent que l'indicateur de processus a été atteint
JAUNE	En bonne voie , les informations disponibles indiquent que l'indicateur de processus n'a pas été atteint, mais en bonne voie d'être atteint
ROUGE	Pas en bonne voie , les informations disponibles indiquent que l'indicateur de processus n'a pas encore été atteint et n'est pas sur la bonne voie pour être atteint.

III. CONSTATATIONS ET RÉSULTATS

Pour évaluer les progrès accomplis par le Burkina Faso dans la réalisation de ses engagements dans le cadre de FP2030, il a été organisé successivement un atelier de déconstruction et un atelier de validation des indicateurs. Le tableau 3 reprend les engagements et les indicateurs convenus et acceptés par les parties prenantes lors de ces deux ateliers.

Tableau 3 : Indicateurs validés par les parties prenantes lors des ateliers de déconstruction et de validation des indicateurs

Engagement	Indicateurs de processus
Engagement 1 : Rehausser l'ancrage institutionnel de la coordination de la santé sexuelle et de la reproduction/Planification Familiale en créant sous l'égide de SEM le Président du Faso, une instance multi sectorielle réunissant les ministères, les institutions de recherche, la société civile, le privé et les PTF d'ici à 2023	1.1. Actions de plaidoyer entreprises pour la création de l'instance multisectorielle rattachée à la Présidence du Faso
	1.2. Efforts fournis pour le fonctionnement de l'instance multisectorielle

Engagement 2 : Accroître le taux de prévalence contraceptive moderne chez les femmes en union de 31,9% en 2020 à 41,3% en 2025.	2.1. Opérationnalisation d'une stratégie CCSC
	2.2. Mise en œuvre des stratégies à haut impacts
	2.3. Efforts fournis pour la mobilisation de ressources en vue du financement continu du PMA
Engagement 3 : Augmenter la disponibilité des produits contraceptifs au cours des trois derniers mois précédant le jour de l'enquête de 51,6% en 2020 à 90% dans les points de prestation de services d'ici fin 2030	3.1. Actions entreprises pour amener les produits et consommables SR/PF au dernier Km
	3.2. Formation des acteurs sur le Net SIGL
	3.3. Mise à échelle du Net SIGL
Engagement 4 : Rendre disponibles et accessibles les informations et les services de santé de la reproduction/planification familiale de qualité aux populations en situation de crise humanitaire y compris les groupes spécifiques, à travers la mise en place d'un mécanisme de préparation, réponse, et résilience efficace de 2022 à 2025	4.1. Capacitation des acteurs et du système sanitaire pour l'offre de service SR/PF et en counseling PF, adapté aux besoins des adolescents et des jeunes, des personnes handicapées et des PDI
	4.2. Renforcement de la mise en œuvre du plan d'urgence et de la stratégie de résilience (vulgarisation,)
Engagement 5 : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité des informations et services de santé de la reproduction de qualité adaptés aux besoins des adolescents-e-s et des jeunes dans 100% des formations sanitaires publiques y compris les infirmeries scolaires/universitaires, et les espaces sûrs, d'ici à 2025	5.1. Actions de plaidoyer conduites pour le fonctionnement des centres jeunes, espaces sûrs...;
	5.2. Mise aux normes des infirmeries scolaires et universitaires, espaces sûrs et des Centres jeunes
	5.3. Vulgarisation de l'utilisation des TIC pour l'information des ado et jeunes (Campagnes digitales)
	5.4. Efforts consentis par les parties prenantes pour l'introduction d'un programme d'EVF dans les milieux scolaires et non scolaires
Engagement 6 : Sur la base du budget de 2021, augmenter d'au moins 10% chaque année la ligne budgétaire allouée par l'État à l'achat des produits contraceptifs de 2022 à 2025	6.1. Efforts de plaidoyer pour l'augmentation annuelle d'au moins 10% du montant alloué à l'achat des produits contraceptifs par l'État.
	6.2. Sessions du comité de veille pour le suivi du niveau de financement pour l'achat des produits contraceptifs par l'Etat
Engagement 7 : Sur la base de 12% en 2020, amener 50% des communes à inscrire, alimenter et exécuter une ligne dans leur budget pour le financement des activités de PF d'ici fin 2025	7.1. Efforts de plaidoyer pour la prise d'une directive dans la circulaire budgétaire relative à l'insertion d'une ligne de soutien à la PF dans les budgets des communes
	7.2. Efforts de plaidoyer pour amener les sociétés privées à soutenir le financement de la PF
	7.3. Efforts de plaidoyer auprès des autorités communales pour l'alimentation et l'exécution de la ligne budgétaire "soutien à la PF

Des dix-neuf (19) indicateurs de processus cités dans le tableau ci-dessus, les diverses contributions font état de 3 indicateurs réalisés, 11 sur la bonne voie et 5 non réalisés. Ces résultats sont résumés dans le tableau 4 :

Tableau 4 : Niveau de réalisation des indicateurs

Progrès	Nombre d'indicateurs	Code
Réalisé	3	Vert
En bonne voie	11	Jaune
Pas sur une bonne voie	5	Rouge

3.1 Organisations contributrices par blocs du système de santé de l'OMS

Tableau 5: Répartition des indicateurs selon les piliers d'analyse du système de santé selon l'OMS

Blocs du système de santé de l'OMS	Nombre d'indicateurs	Nombre d'organisations contributrices
Leadership et gouvernance	7	27
Prestations de service	3	24
Systemes de gestion de l'information sur la santé	4	28
Financement de la santé	4	15
Ressources humaines pour la santé	0	0
Accès aux médicaments essentiels	1	6

De l'analyse des différents indicateurs, l'on retient que la contribution des parties prenantes est répartie selon les six (06) blocs suivants :

- **Leadership et gouvernance** : sept (07) indicateurs avec vingt-sept (27) structures contributrices ;
- **Prestation de service** : trois (03) indicateurs avec vingt-quatre (24) structures contributrices ;
- **Systemes de gestion de l'information sur la santé** : quatre (04) indicateurs avec huit (28) structures contributrices;
- **Financement de la santé** : quatre (04) indicateurs avec quinze-sept (15) structures contributrices ;
- **Ressources humaines pour la santé** : zéro (0) indicateur avec zéro (0) structure contributrice ;
- **Accès aux médicaments essentiels** : un (01) indicateur avec six (06) structures contributrices.

Nota bene : Il convient de noter qu'une organisation peut contribuer à plus d'un indicateur à la fois.

3.2. Contributions des partenaires par indicateurs de processus

La section suivante détaille les différentes contributions des partenaires à la réalisation des engagements PF 2030 au Burkina couvrant la période de janvier à juin 2022.

ENGAGEMENT 1

Rehausser l'ancrage institutionnel de la coordination de la santé sexuelle et de la reproduction/Planification Familiale en créant sous l'égide de SEM le Président du Faso, une instance multisectorielle réunissant les ministères, les institutions de recherche, la société civile, le privé et les PTF d'ici à 2023

1.1. Actions de plaidoyer entreprises pour la création de l'instance multisectorielle rattachée à la Présidence du Faso

Progrès :

La revue des différentes contributions des parties prenantes permet de confirmer que cet indicateur n'est pas réalisé. En effet, aucune instance multisectorielle rattachée à la Présidence du Faso n'a été créée pour assurer la coordination de la santé sexuelle et de la reproduction/planification familiale. Certaines parties prenantes ont certes initié des actions dans ce sens, mais cela n'a pas abouti à la création d'une telle instance. Au contraire, avec le nouvel organigramme du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique adopté en 2022, il a été constaté un recul en ce qui concerne la coordination des questions de santé sexuelle et de la reproduction avec la suppression du Secrétariat Technique chargé de l'Accélération de la Transition Démographique (ST/ATD) qui était rattaché au cabinet du ministre. En dépit du fait que cette instance n'était pas rattachée à la Présidence du Faso, elle avait selon l'arrêté n°2018-1296/MS/CAB du 20 décembre 2018 : « pour mission spécifique la conception, l'animation, l'appui technique, le suivi-contrôle et conseil auprès de toutes les structures intervenant dans la transition démographique. Cette mission consiste à assurer la coordination multisectorielle de toutes les interventions de transition démographique, à identifier et concevoir les meilleures stratégies d'intervention que les directions techniques devront mettre en œuvre en matière de santé sexuelle et reproductive et de suivre les progrès réalisés vers la capture du dividende démographique au Burkina Faso ». Cette disposition conférait au ST/ATD une mission de coordination multisectorielle des questions de santé sexuelle et reproductive, même avec un ancrage sectoriel au niveau du ministère de la santé. L'ensemble des parties prenantes doivent redoubler d'efforts dans le plaidoyer pour la création et le fonctionnement de l'instance multisectorielle de coordination de la santé sexuelle et de la reproduction/Planification Familiale sous l'égide de SEM le Président du Faso.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	DSF	Dans le cadre des activités du Matching Fund des rendez-vous pour des actions de plaidoyers avaient été obtenus auprès du Ministre en charge de l'Economie et du Premier Ministre pour parler de la mobilisation domestique de ressources pour financer la PF et de l'ancrage institutionnel de la PF. Mais ces rendez-vous n'ont pas se tenir à cause du changement de gouvernement.
2	MdM F	La direction de MdM a rencontré le 31 mars 2022 le ministre de la Santé et de l'hygiène publique. Les échanges ont intégré des aspects en lien avec les différents engagements pays dont la planification familiale. Les discussions ont permis d'aborder le renforcement institutionnel en faveur de la planification familiale.
3	UNFPA	L'UNFPA a pris part en mars 2022 à une rencontre organisée par le groupe technique santé de la reproduction (GT/SR) en vue de préparer ces actions de plaidoyer pour la création de l'instance multisectorielle rattachée à la Présidence du Faso.

4	Jhpiego	Jhpiego dans le cadre du projet TAAC a conduit des actions de plaidoyer sur un certain nombre de sujets avec les acteurs de la société au nombre desquels le rehaussement institutionnel des questions de SR/PF.
---	---------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

1.2 Efforts fournis pour le fonctionnement de l'instance multisectorielle

Progrès :

L'instance multisectorielle n'est pas encore créée, aucun effort n'a été fourni pour son fonctionnement. Du reste, les données recueillies auprès des parties prenantes confirment bien cela. Aucune contribution n'a été enregistrée dans ce sens. L'ensemble des parties prenantes ont indiqué n'avoir pas contribué à la réalisation de cet indicateur.

No.	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1		

ENGAGEMENT 2

Accroître le taux de prévalence contraceptive moderne chez les femmes en union de 31,9% en 2020 à 41,3% en 2025.

2.1. Opérationnalisation d'une stratégie CCSC

Progrès :

Les informations recueillies auprès des parties prenantes confirme l'élaboration et la validation d'une stratégie CCSC dans le cadre du PN-PF 2021-2025 comme l'a indiqué le ST/ATD. Ce plan de communication a pour objectif général de promouvoir les comportements favorables à la santé reproduction et à la planification familiale d'ici à fin 2025. Il adresse des actions de communication selon différentes cibles du PN-PF (femmes, prestataires cliniques, Jeunes/Adolescent-e-s et, hommes, agents de santé à base communautaires).

Par ailleurs certaines parties prenantes, comme mentionné dans leurs contributions, ont également conduit dans le cadre de leurs différents plans d'action des activités de communication (CCSC) sur différentes thématiques de la santé sexuelle et reproductive, de l'éducation à la vie familiale (EVF), des Grossesses non désirées (GND).

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	ST/ATD	A conduit avec l'implication des acteurs engagés dans l'élaboration du plan national de la planification familiale (PN-PF 2021-2025) et de ses différents documents annexes, dont le plan de communication du PNPf 2021- 2025.
2	DSF	La DSF a contribué à l'élaboration, à la validation et à la diffusion du PN-PF 2021-2025 ainsi qu'aux différents documents annexes. La DSF a participé de façon active à l'élaboration du document stratégique de CCSC. Cette stratégie est prise en compte dans la mise en œuvre des activités du plan de passage à échelle de la délégation des tâches y compris l'auto-injection du DMPA-SC, de la PFPP/PFPA et le plan PF communautaire. En outre, l'élaboration du document de visite médicale systématiques des élèves et le plan opérationnel SRAJ prend en compte la thématique des grossesses en milieu scolaire et l'EVF.

3	UNFPA	L'UNFPA a apporté une contribution budgétaire aux activités de communication en vue d'accroître la création de la demande à travers les activités communautaires avec les groupements de femmes, le financement des activités de distribution à base communautaire, la semaine nationale de planification familiale, la mise en œuvre des stratégies de masculinité positive et d'implication des hommes dans la santé de la reproduction. Les structures suivantes ont bénéficié de cet appui: 13 DRS, 70 DS, ABBEF, MSI BF, Plan Burkina, Tin-Tua, Fondation Kimi, DPEIEFG
4	JA	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de leur plan d'action avec le soutien financier de Breakthrough Action, Pathfinder, Union Européenne, UNFPA... les JA ont réalisé des activités telles que des projections cinématographiques suivies de débats, des causeries éducatives, des activités de proximité, de dialogue intergénérationnel.</p> <p>Des zones d'affluence des jeunes ont été identifiées, où une projection cinématographique du film "Dire non Franchement" a été faite, suivie d'échanges avec les élèves sur le phénomène des GND et la nécessité pour chaque jeune de choisir sa méthode de contraception. Pour les causeries éducatives, les activités de proximité quant à elles ont consisté à échanger avec les jeunes sur les thèmes liés à la SRPF. Le nombre de jeunes touché est de 3 452, dont 2 043 jeunes filles et 1 449 jeunes garçons. Ces données sont issues des activités mises en œuvre avec l'appui de Pathfinder dans le cadre du projet Amplify PF et Breakthrough Action. Trois (03) émissions radiophoniques ont été réalisées sur les ondes de la Radio Pulsar 94.8 FM Ouaga, pour échanger sur les grossesses non désirées et celles précoces, la précocité des rapports sexuels...</p> <p>Les échanges étaient enrichissants et ont suscité l'intérêt des auditeurs qui n'ont pas manqué de le faire savoir étant donné leurs appels et leurs interventions.</p> <p>Audience de la radio par émissions (04) : 325 000 personnes</p> <p>Reportage télé sur la RTB (02) diffusé trois fois par jour pendant une semaine</p>
5	MSI	Les Agents de marketing social de MSI BF fournissent des informations de qualité sur la SR/PF dans le cadre de leur activité de mobilisation sociale au niveau des douze régions (excepté le Sahel). Les données du premier semestre de l'année 2022 se présentent ainsi

Type d'activité	Activités (#)	Personnes atteintes (#)	Adolescents atteints (<20), (#)	Adolescents atteints (<20), %
Causeries de Masse	663	34 019	7 614	22,4%
Causeries éducatives	847	18 885	3 204	17,0%
Animation - Lycées et Collèges	20	2 954	2 351	79,6%
Entretien individuel	1840	1 839	484	26,3%
Animation Grand Public	10	1 555	430	27,7%
Plaidoyer auprès des leaders coutumiers et religieux	297	958	7	0,7%
Visite à domicile	29	171	59	34,5%
Cinés débats	1	60	29	48,3%
Théâtres fora	1	1	0	0,0%

6

PROMACO

A organisé une campagne de lutte contre les comportements à risque dans dix établissements scolaires dans la région des Cascades.

En collaboration avec la DSF, la DRS des Cascades et l'ABBEF, PROMACO a mis en œuvre une campagne de lutte contre les comportements à risque dans dix (10) établissements scolaires dans la région des Cascades. Cette activité avait pour objectif de contribuer à la réduction des comportements à risque chez les adolescents et jeunes dans dix (10) établissements du post primaire et secondaire de la région des Cascades.

Elle a été mise en œuvre à travers des animations grand public, des exposés, du théâtre forum, des projections de films et des émissions inter actives. La paire éducation a été utilisée lors des exposés et les établissements retenus dotés d'une connexion wifi. Par ailleurs, des élèves ont bénéficié de dépistage du VIH. Les résultats ci-après ont été obtenus :

- Compétences de 45 leaders religieux, coutumiers et administratifs renforcées sur le dialogue parents-enfants en lien avec l'EVF ;
- Compétences de 60 personnes clefs des établissements (chefs d'établissements, professeurs de SVT, animateurs de la vie scolaires et APE) renforcées sur la SRAJ ;
- 10 professeurs de SVT dotés en outils d'animation et de sensibilisation sur la SSRAJ ;
- 3 160 adolescents et jeunes (H=1458, F=1702) sensibilisés sur les comportements à risques ;
- 830 tests de dépistage du VIH réalisés auprès de jeunes (H=363, F= 407) ;

		<ul style="list-style-type: none"> • 10 clubs de santé de la reproduction des adolescent-e-s et des Jeunes (SRAJ) mis en place ; <p>Le coût de l'activité est de 33 128 340 FCFA (financement OOAS)</p> <p>PROMACO a également organisé des causeries sur les IST, le VIH, la SSR et les coinfections auprès des populations clés, les populations vulnérables et les populations passerelles :</p> <p>Il s'agissait d'activités de sensibilisation visant à améliorer l'accès à l'information et aux services de dépistage du VIH et coinfections et affections associées (cancer du col de l'utérus, notamment) pour les cibles du projet. Les services offerts comprennent entre autres la prévention combinée à travers le paquet de services composé des causeries, dépistage et distribution de préservatifs mis en œuvre par des pairs éducateurs et des animateurs. Au cours de cette période, 4 986 personnes (M=2 241, F=2 745) ont été sensibilisées dont 2 379 dépistées (M=1 047, F=1 332) et ayant bénéficié également de préservatifs. Le coût de l'activité est 17 756 655 F CFA (financement luxembourgeois à travers le projet FEVE IMPULSE)</p>
7	Jhpiego	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre du projet Integrated Health Services (IHS) dans les régions du Centre Est, Centre Ouest et Sud-Ouest, Jhpiego a élaboré une stratégie de communication CCSC ainsi qu'un plan opérationnel de ladite stratégie pour promouvoir le changement de comportement pour le paludisme, la santé maternelle et la planification familiale.</p> <p>Un axe de planification familiale, santé des adolescents et jeunes est inscrit dans cette stratégie de communication. Cette stratégie vise à soutenir les actions de communication pour l'atteinte de l'objectif de 41,3% de la prévalence contraceptive d'ici à l'horizon 2025 tel que contenu dans le PNPf2021-2025.</p>
8	HP+	<p>HP+ a orienté les acteurs en charge de l'élaboration du PNPf 2021-2025 pour l'élaboration d'une stratégie de communication autour du plan en vue de relever les défis en lien avec l'objectif de la prévalence contraceptive fixée à 41,3% (validé en septembre 2022).</p> <p>Avec l'appui de HP+, le STATD a tenu une rencontre avec l'ensemble des 13 DRS afin de les orienter dans le calcul des cibles attendues par région et aussi de la segmentation des 41,3% PCM pour déterminer la prévalence régionale.</p>

9	EH	EH a fourni un soutien technique aux jeunes pour mettre en œuvre des approches de transformation de genre à travers notamment des séances de sensibilisation dans les ménages dans trois arrondissements de la commune de Ouagadougou ; renforcement de l'accès des jeunes aux SSR en améliorant leurs connaissances sur les DSSR (formation des jeunes en DSSR, mise en réseau pour le partage d'expériences.
10	Plan international Burkina Faso	A réalisé une séance d'expositions photos grand formats dans les 2 régions sur les grossesses en milieu scolaire à Tenkodogo (Centre Est) et Fada (Est). Cette exposition a permis de toucher 1361 filles à Fada et 20 000 filles à Tenkodogo. Par ailleurs des émissions radio, du théâtre radiophonique dans les radios locales de la région ainsi que des rencontre parents/enfants ont été réalisés.
11	EquiPop	Les projets jeunes en vigie (JEV) déployés depuis 2020 dans 4 districts du Burkina avec le consortium d'OSC composé de : SOSJD, BURCASO pour le Burkina et du Réseau Africain de l'Éducation, de la Santé et de la citoyenneté (RAES), de Jeunesse et développement (JED) pour le Sénégal a identifié et renforcer les capacités de 60 jeunes filles appelées « auditrices ». Avec les différents renforcements de capacité en DSSR, Genre, féminisme et 3 pandémies, elles sont devenues des actrices de changement dans leur communauté respective en matière d'accès à l'information et aux soins de santé (DSSR). Ces jeunes filles sont des personnes ressources pour leur paire en termes de CCSC. 320 adolescentes et jeunes sont sensibilisées et informées sur leurs droits d'accès à la santé et accompagnées dans la conduite d'action de mobilisation sociale pour les faire valoir.

2.2. Mise en œuvre des stratégies à hauts impacts

Progrès :

Il existe de nombreuses activités menées vers cet indicateur dont : l'organisation de sessions de renforcement de capacités des prestataires y compris les ASBC, l'offre de services à travers les stratégies à haut impact (la PF PP, la PF Post abortion, la délégation des tâches du DMPA-SC par les ASBC, l'élaboration d'un document pour l'introduction dans le code de santé publique du DMPA-SC dans les officines pharmaceutique, l'offre de services avec les équipes mobiles. Cela confirme que la mise en œuvre des stratégies à hauts impacts se poursuit dans l'ensemble des régions du Burkina Faso. Cela permet d'indiquer que cet indicateur est réalisé.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	ST/ATD	Le ST/ATD a contribué à l'élaboration des documents relatifs aux stratégies à haut impact. Au cours du 1er semestre 2022, le ST/ATD a notamment joué un rôle clé dans l'élaboration du plan d'action pour l'intégration dans le code de santé publique de l'offre du DMPA/SC (Sayana Press) dans les officines pharmaceutiques au Burkina Faso.

2	DSF	<p>Parmi les interventions à haut impact réalisées par la DSF, on peut retenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'élaboration du plan d'introduction du DMPA-SC dans le privé • L'élaboration du plan PF communautaire financé par le projet SWEDD, • L'élaboration d'un plan PF communautaire pour les 05 régions à défis sécuritaires (demandé par le Ministre de la Santé) • L'extension physique des districts mettant en œuvre l'auto-injection du DMPA-SC : 4 districts sous financement OMS, 5 DS sous financement de l'UNFPA et 3 DS sous financement OOAS • L'extension de la délégation des tâches au niveau communautaire : 03 Districts par UNFPA, les districts des régions du Centre nord, Sahel, Centre-Est l'Est et le Nord à travers le projet Pays Bas et la région du Centre-Sud par l'OOAS • Le renforcement des compétences de 200 agents de santé à Gaoua, Zorgho, Kaya en PF clinique y compris PFPP et PFPA à travers un financement du PRSS • Formation des formateurs en compétence pédagogiques à Koudougou et Manga regroupant les prestataires des CHR, DRS et Districts des régions du Sud-Ouest, Centre Nord, Centre Ouest, Boucle du Mouhoun, Centre-Est et de l'Est <p>Toutes ces interventions ont contribué au recrutement de 609 705 utilisatrices de PF avec 184 750 NU (5864 PF communautaire) avec 62,47% de NU d'adolescents/jeunes(124 566) en fin S1 2022.</p>
3	UNFPA	<p>L'UNFPA a apporté un appui financier pour la mise en œuvre des stratégies d'offre de services de PF suivantes : stratégies mobiles à travers les ONG (ABBEF, MSIBF, KIMI) et la DRSHP du Sahel, les stratégies avancées dans l'ensemble des 70 districts sanitaires du pays, la distribution à base communautaire des produits contraceptifs avec les ASBC, l'auto injection du DMPA-SC, la semaine nationale de la planification familiale. Le soutien est apporté en produits contraceptifs pour l'offre de services à travers ces stratégies y compris la stratégie fixe.</p> <p>A la fin du 1er semestre 2022, l'on estime à 555 804 le nombre d'utilisatrices de PF dont 168 777 nouvelles utilisatrices (toutes stratégies) avec 113 968 d'adolescents et jeunes de 10 à 24 ans (soit 68%).</p> <ul style="list-style-type: none"> • 27004 nouvelles utilisatrices pour stratégie mobile et avancée • 2783 femmes et filles déplacées internes ont bénéficié de méthodes contraceptives.

4	BURCASO	<p>BURCASO à travers le projet Billi NOW NOW (BNN), a référé via sa plateforme des jeunes femmes et hommes vers les formations sanitaires afin qu'elles puissent bénéficier des services de planification familiale. Au cours de ce semestre les Billis ont pu référer avec succès 10475 jeunes pour des besoins de méthodes contraceptives via sa plateforme de BNN, avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Homme : 15-19 ans (781) 20-24ans (4251) - Femme : 15-19ans (864) 20-24ans (4579)
5	MdM F	<p>MdM a mis en œuvre entre janvier et juin 2022, des stratégies telles que : l'offre de service PF à travers les cliniques mobiles, et des dons de produits d'intrants PF aux structures sanitaires du district sanitaire de Kongoussi. Ces stratégies ont permis d'offrir des services de SR/PF à 4731 personnes. Elles ont permis d'offrir des services tels que le dépistage des cancers féminins. Tous les bénéficiaires sont de sexe féminin dont 28 de la tranche d'âge de 20-29 ans, 173 de 30-39 ans, 190 de 40-49ans et 85 de la tranche d'âge de 50 ans et plus. Parmi les femmes dépistées au CCU, on a 425 femmes HPV positif M-1 et 141 femmes IVA positif M-1.</p>
6	Jhpiego	<p>Jhpiego joue un rôle clé dans la mise en œuvre des stratégies à haut impact comme la PFPP, la PF post abortion, le DMPA-SC dans les officines, l'auto injection du DMPA-SC l'auto-prélèvement pour le dépistage du cancer du col de l'utérus.</p> <p>Jhpiego a cofinancé l'atelier de relecture du code de santé publique visant l'introduction et l'offre du DMPA-SC et l'auto-soins dans les officines pharmaceutiques.</p> <p>Jhpiego a commis un consultant qui a réalisé une étude sur la mise en place de clubs de santé communautaire dans le cadre du projet PSSR financé par LAD. Cette vise à renforcer la participation des communautés à la promotion de la santé et l'offre de soins par les agents de santé communautaire.</p>
7	ABBEF	<p>L'ABBEF a mis en œuvre entre janvier et juin 2022, des stratégies telles que : l'offre de service à travers les cliniques mobiles, les journées portes ouvertes d'offre de services gratuits de services de SR/PF, la franchise sociale dans neuf régions sanitaires du Burkina. Ces stratégies ont permis d'offrir 604 184 services de SR/PF à 201 394 clientes.</p>
8	Engenderhealth	<p>De concert avec le ministère de la santé et de l'hygiène publique, EngenderHealth a renforcé la qualité des services offerts par les prestataires de santé à travers l'offre de formation intégrant la PF, les SAA et l'ISG selon la loi</p>

9	MSI BF	<p>Marie Stopes Burkina Faso a mis en œuvre entre janvier et juin 2022 plusieurs stratégies d'offre de service SSR à travers Trois cliniques, Neuf (09) équipes mobiles, 20 MSLadies et son canal de prestation appelé « appui au secteur public » sur l'ensemble des 13 régions. Ces stratégies ont permis de répondre aux besoins non-satisfait en PF de 110 615 personnes soit 26 772 nouvelles utilisatrices de PF. Aussi, 597 dépistages des lésions précancéreuse et 666 dépistage et prise en charge IST ont été réalisées.</p> <p>Par ailleurs, des activités de création de la demande ont été réalisées. Il s'agit d'activités de mobilisation sociale dont des causeries éducatives, des causeries de masse, des entretiens individuels et des animations dans les lycées et collèges qui ont été réalisées de janvier à juin 2022 sur l'ensemble des treize régions. Ces activités ont permis de toucher 60 484 personnes avec des informations de qualité pour pouvoir prendre en charge leurs santé sexuelle et reproductives. 23,5% de ces personnes sont des adolescents soit 14 184 adolescents de moins de 20 ans.</p>
10	Intrahealth	A Intégré le counseling PF à tous les points de prestations de services au couple mère -enfant (CPN, accouchement, consultation post natale, consultation de nourrisson sain, vaccination), ainsi que des services de PFPP, SMNI, Nutrition

2.3. Efforts fournis pour la mobilisation de ressources en vue du financement continu du PM

Progrès :

Des réponses auprès de certaines parties prenantes contribuant à cet indicateur montre que les actions conduites sur cet indicateur ne couvrent pas la période sous revue (janvier à juin 2022). Seul le ST/ATD, PROMACO, Jhpiego indiquent avoir conduit une action courant la période sous revue. Mais de manière concrète l'on peut indiquer que cet indicateur est en bonne voie en termes de réalisation, au regard des actions envisagées par ces structures dans le sens de mobilisation des ressources endogènes pour la poursuite du financement du PMA (Jhpiego, ISSP –PMA Burkina)

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	ST/ATD	En tant que présidente du Comité Consultatif et de Suivi (CCS) du Performance Monitoring of Action Burkina (PMA Burkina), le ST/ATD assurant la présidence a formulé des recommandations pour la pérennisation du PMA Burkina Faso
2	PROMACO	A fait le plaidoyer lors d'une des rencontres mensuelles des points focaux du Partenariat de Ouagadougou au cours de laquelle la question de la recherche a été discutée. L'UCPO s'est engagée à poursuivre le plaidoyer auprès de la communauté des bailleurs.
3	Jhpiego	A développé un concept note transmis au Ministère de la santé et de l'hygiène publique pour assurer le financement endogène en vue de la poursuite de la mise en œuvre du PMA. Par ailleurs, le projet a une extension allant d'Avril 2023 à Mars 2024, une enquête sera réalisée pendant cette période.

ENGAGEMENT 3

Augmenter la disponibilité des produits contraceptifs au cours des trois derniers mois précédant le jour de l'enquête de 51,6% en 2020 à 90% dans les points de prestation de services d'ici fin 2030

3.1. Actions entreprises pour amener les produits et consommables SR/PF au dernier Km

Progrès :

Selon les données fournies par les structures ayant mené des actions pour cet indicateur, il s'avère que des efforts ont été faits pour amener les produits contraceptifs au dernier kilomètre. Toutefois, les données du rapport mensuel de la situation des stocks des produits contraceptifs indiquent que 8 produits contraceptifs sur 10 ont un bon niveau de stock, l'implanon est en rupture au niveau central du fait de l'indisponibilité au niveau international, le microlut est en sous stock. Cela montre que des défis subsistent en termes de disponibilité des produits au dernier Km. Cela permet de dire que l'indicateur est sur une bonne voie.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	DSF	La DSF assure la surveillance hebdomadaire des produits contraceptifs, l'évaluation de la maturité de la chaîne d'approvisionnement, la réception de produits contraceptifs. L'atelier des tableaux d'acquisition des produits contraceptifs (TACs) tenu en S1 2022 a entre autres permis de réviser les besoins en contraceptifs pour l'année 2022 et prévoir les besoins pour 2023. Pour le suivi du plan d'approvisionnement 2022 six (06) rapports ont été soumis sur la plateforme Global family planning visibility and analytics network (GFPVAN). Les rapports trimestriels T1 et T2 2022 de la surveillance hebdomadaire des produits contraceptifs ont montré une assez bonne disponibilité de ces intrants dans les points de prestations de services (PPS) fonctionnant à temps plein excepté l'implanon
2	UNFPA	L'UNFPA a apporté un appui technique et financier à la surveillance hebdomadaire des produits contraceptifs, la réalisation des tableaux d'acquisition des produits contraceptifs (TACs), l'évaluation de la maturité de la chaîne d'approvisionnement, l'achat de produits contraceptifs. Il a apporté également un appui financier à la Direction de la chaîne d'approvisionnement en produits de santé (DCAPS) pour la mise en œuvre de la supervision formative dans quatre régions sanitaires (Nord, Centre Nord, Boucle du Mouhoun et Plateau Central) et dont la formation de 45 gestionnaires des produits de santé de ces régions. Par ailleurs, un appui financier à hauteur de 22 500 000 FCFA est apporté pour la formation des gestionnaires des produits sur la gestion des produits de santé y compris l'utilisation du SIGL intégré.

		L'UNFPA a été présente aux différentes rencontres en lien avec la disponibilité des produits. En juin 2022, selon les rapports du GFPVAN, 8 produits contraceptifs sur 10 ont un bon niveau de stock, l'implanon est en rupture au niveau central du fait de l'indisponibilité au niveau international, le microlut est en sous stock mais une quantité de 66931 cycles représentant environ 10 mois de stock est arrivée au compte du budget de l'Etat en attente de réception. Le plan de suivi et évaluation du Plan de renforcement de la chaîne d'approvisionnement 2022-2026 a été élaboré et validé avec l'appui technique et financier de l'UNFPA et est disponible																																																								
3	ABBEF	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'action 2022, ABBEF a doté quatre cliniques franchisées de produit et consommable, il s'agit des cliniques ASEFF et Eben Ezer à Ouagadougou, Laafi la Boom à Koudougou et Saint Luc à Kaya. La situation des dotations est la suivante:</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Condom Féminin</th> <th>Condom Masculin</th> <th>Dépo Provera</th> <th>DIU</th> <th>Jadelle</th> <th>Microgynon</th> <th>Sayana Press</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>500</td> <td>4320</td> <td>175</td> <td>422</td> <td>200</td> <td>18720</td> <td>480</td> </tr> </tbody> </table>	Condom Féminin	Condom Masculin	Dépo Provera	DIU	Jadelle	Microgynon	Sayana Press	500	4320	175	422	200	18720	480																																										
Condom Féminin	Condom Masculin	Dépo Provera	DIU	Jadelle	Microgynon	Sayana Press																																																				
500	4320	175	422	200	18720	480																																																				
4	MSI BF	<p>MSI dans le cadre de la mise en œuvre de son canal de prestation « Appui au secteur du public » a fait des dotations d'intrants aux districts sanitaires de Dori et Ouahigouya pour l'offre service SR. Merci de voir quelques détails dans le tableau ci-dessous.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Désignation</th> <th>Quantité</th> <th>Ré-gion</th> <th>District sanitaire</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Sayana Press 104mg/0.65mL Inj Unit</td> <td>2080</td> <td>Sahel</td> <td>District Sanitaire de Dori</td> </tr> <tr> <td>Paracetamol 500mg blister cpr</td> <td>2000</td> <td>Sahel</td> <td>District Sanitaire de Dori</td> </tr> <tr> <td>Gant d'examen M x100pc boite</td> <td>3500</td> <td>Sahel</td> <td>District Sanitaire de Dori</td> </tr> <tr> <td>Seringue 5CC avec aiguille 21G taille</td> <td>1400</td> <td>Sahel</td> <td>District Sanitaire de Dori</td> </tr> <tr> <td>Compresse 40x40cm stérile 1pc</td> <td>1400</td> <td>Sahel</td> <td>District Sanitaire de Dori</td> </tr> <tr> <td>Seringue 1 ml unité</td> <td>200</td> <td>Sahel</td> <td>District Sanitaire de Dori</td> </tr> <tr> <td>Gant d'examen Latex Taille L</td> <td>7800</td> <td>Nord</td> <td>DS de Ouahigouya</td> </tr> <tr> <td>DIU</td> <td>827</td> <td>Nord</td> <td>DS de Ouahigouya</td> </tr> <tr> <td>IMPLANT 5ans</td> <td>4130</td> <td>Nord</td> <td>DS de Ouahigouya</td> </tr> <tr> <td>DMPA Depo Provera inj unit</td> <td>200</td> <td>Sahel</td> <td>District Sanitaire de Dori</td> </tr> <tr> <td>DIU (Dispositif Intra Utérin) TCu380A unit</td> <td>200</td> <td>Sahel</td> <td>District Sanitaire de Dori</td> </tr> <tr> <td>Implant Implanon NXT paquet</td> <td>100</td> <td>Sahel</td> <td>District Sanitaire de Dori</td> </tr> <tr> <td>Implant Jadelle 75mgx2 unit</td> <td>600</td> <td>Sahel</td> <td>District Sanitaire de Dori</td> </tr> </tbody> </table>	Désignation	Quantité	Ré-gion	District sanitaire	Sayana Press 104mg/0.65mL Inj Unit	2080	Sahel	District Sanitaire de Dori	Paracetamol 500mg blister cpr	2000	Sahel	District Sanitaire de Dori	Gant d'examen M x100pc boite	3500	Sahel	District Sanitaire de Dori	Seringue 5CC avec aiguille 21G taille	1400	Sahel	District Sanitaire de Dori	Compresse 40x40cm stérile 1pc	1400	Sahel	District Sanitaire de Dori	Seringue 1 ml unité	200	Sahel	District Sanitaire de Dori	Gant d'examen Latex Taille L	7800	Nord	DS de Ouahigouya	DIU	827	Nord	DS de Ouahigouya	IMPLANT 5ans	4130	Nord	DS de Ouahigouya	DMPA Depo Provera inj unit	200	Sahel	District Sanitaire de Dori	DIU (Dispositif Intra Utérin) TCu380A unit	200	Sahel	District Sanitaire de Dori	Implant Implanon NXT paquet	100	Sahel	District Sanitaire de Dori	Implant Jadelle 75mgx2 unit	600	Sahel	District Sanitaire de Dori
Désignation	Quantité	Ré-gion	District sanitaire																																																							
Sayana Press 104mg/0.65mL Inj Unit	2080	Sahel	District Sanitaire de Dori																																																							
Paracetamol 500mg blister cpr	2000	Sahel	District Sanitaire de Dori																																																							
Gant d'examen M x100pc boite	3500	Sahel	District Sanitaire de Dori																																																							
Seringue 5CC avec aiguille 21G taille	1400	Sahel	District Sanitaire de Dori																																																							
Compresse 40x40cm stérile 1pc	1400	Sahel	District Sanitaire de Dori																																																							
Seringue 1 ml unité	200	Sahel	District Sanitaire de Dori																																																							
Gant d'examen Latex Taille L	7800	Nord	DS de Ouahigouya																																																							
DIU	827	Nord	DS de Ouahigouya																																																							
IMPLANT 5ans	4130	Nord	DS de Ouahigouya																																																							
DMPA Depo Provera inj unit	200	Sahel	District Sanitaire de Dori																																																							
DIU (Dispositif Intra Utérin) TCu380A unit	200	Sahel	District Sanitaire de Dori																																																							
Implant Implanon NXT paquet	100	Sahel	District Sanitaire de Dori																																																							
Implant Jadelle 75mgx2 unit	600	Sahel	District Sanitaire de Dori																																																							

5	PROMACO	A mené les actions suivantes qui a concouru à la mise en œuvre de l'indicateur. Il s'agit de la distribution de 5 619 202 préservatifs à travers le réseau du secteur commercial privé (dont le suivi est continu). PROMACO a aussi participé à une session du comité de pilotage pour la sécurisation des produits SR. Il a aussi contribué à renseigner les données sur les produits PF à travers la plateforme global family planning visibility analytic net work (GFPVAN)
6	EH	A assuré le suivi de la disponibilité des produits contraceptifs dans 46 formations de ses zones d'intervention. A analysé les ruptures et interpellé les responsables étatiques

3.2. Formation des acteurs sur le Net SIGL

Progrès :

En dehors de l'UNFPA qui indique apporter un appui technique à la formation des acteurs sur le Net SIGL, aucune autre partie prenante n'a rapporté avoir mené des actions dans ce sens. Cela permet d'indiquer que l'indicateur est sur la bonne voie.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	UNFPA	L'UNFPA apporte un appui technique à travers la participation aux différentes rencontres.

3.3. Mise à échelle du Net SIGL

Progrès :

En dehors de l'UNFPA qui indique apporter un appui technique à la formation des acteurs sur le Net SIGL, aucune autre partie prenante n'a rapporté avoir mené des actions dans ce sens. Cela permet d'indiquer que l'indicateur est sur la bonne voie. En effet, les données indiquent que c'est la direction technique du ministère de la santé (Direction de la chaîne d'approvisionnement en produits de santé (DCAPS)) qui implémente cette stratégie du Net SIGL

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	UNFPA	L'UNFPA apporte un appui technique à travers la participation aux différentes rencontres.

ENGAGEMENT 4

Rendre disponibles et accessibles les informations et les services de santé de la reproduction/planification familiale de qualité aux populations en situation de crise humanitaire y compris les groupes spécifiques, à travers la mise en place d'un mécanisme de préparation, réponse, et résilience efficace de 2022 à 2025.

4.1. Capacitation des acteurs et du système sanitaire pour l'offre de service

SR/PF et en counseling PF, adapté aux besoins des adolescents et des jeunes, des personnes handicapées et des PDI

Progrès :

Les informations recueillies permettent d'indiquer que les structures contributrices ont effectivement conduit des activités de renforcement des capacités du système sanitaire et de ses acteurs pour assurer la continuité des services de santé sexuelle et reproductive en situation de crise aux populations dans les zones à forts défis sécuritaires (dotation en intrants et équipements, formation des prestataires en DMU, offre de service en équipes mobiles...). Le contexte humanitaire toujours préoccupant commande que les actions soient poursuivies afin de faire face aux sollicitations des populations vivant dans les zones à fort défi sécuritaire, notamment les adolescent-e-s et jeunes à une prise en charge holistique en termes d'offre de service de SR/PF, counseling. Il s'agit d'un indicateur avec une mise en œuvre continue. Aussi, au regard des données collectées, l'indicateur peut être qualifié de « sur une bonne voie ».

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	DSF	La DSF participe aux rencontres du cluster santé. A ce titre elle contribue à l'élaboration des rapports de la situation d'urgence
2	UNFPA	L'UNFPA a apporté un soutien pour la réalisation de formations sur le dispositif minimum d'urgence en SR (DMU/SR), et sur la PF clinique au profit des acteurs et prestataires de services. Aussi des dotations des structures d'offre en kits SR, en produits contraceptifs sont faites pour l'offre de services. Par ailleurs, l'UNFPA appuie les districts sanitaires (Gorom-Gorom, Djibo, Sébba, Barsalogo et Kongoussi) en ressources humaines pour l'offre de services de SR/VBG dans les zones humanitaires (gynécologues, psychologues et attachés de santé en anesthésie) et en structure préfabriquée. Cela a permis d'atteindre les résultats suivants : <ul style="list-style-type: none">• 79 césariennes réalisées• 154 complications obstétricales prises en charge• 122 consultations gynécologiques réalisées• 8 cas de viol pris en charge• 2226 personnes ayant bénéficié d'une prise en charge psychologique• 223 survivantes de VBG prises en charge

3	Intrahealth	<p>Renforcé les capacités des acteurs de la zone d'intervention (INSPIRE), le district sanitaire de Pô, Manga, Kombissiri, Saponé sur l'offre des services intégrés, PF, SMNI, Nutrition donc prenant en compte le counseling et l'offre des méthodes contraceptives (formation, coaching, supervision, mentorat...). Des sessions de renforcement de capacité des acteurs de la santé ont été également organisées : formation, coaching, supervision, mentorat... des prestataires des DS de Koudougou, Baskuy, Bogodogo, Boulmiougou, Nongremassom, Sigh-Nonghin, Dafra et Koudougou, Ouaga et Bobo-Dioulasso (formation, coaching, supervision) dans le cadre de TCI.</p> <p>Dans ce programme d'intégration des services (INSPIRE) envers le couple mère et enfant, les handicapés, adolescents et jeunes sont aussi pris en compte.</p> <p>Intrahealth a apporté un appui technique et financier pour les activités d'offre des soins à l'endroit des PDI dans les 4 districts de la région du Centre Sud (Po, Manga, Kombissiri et Saponé)</p>
4	MSI BF	<ul style="list-style-type: none"> • Une session de formation de 10 formateurs du DS de Dori (6 ECD, 2 DRS, 2 DSF) en 3 jours sur l'auto-injection du DMPA SC à Kaya • Deux sessions d'orientation de 64 prestataires sur l'auto-injection SC (32 prestataires par session) de trois jours chacune au niveau du DS Dori • Une session de formation de 15 formateurs en trois jours sur le counseling PF balancé plus pour les prestataires du DS de Dori à Koudougou • Formation de 20 prestataires du district sanitaire de Dandé en PF clinique, PI, Counseling, gestion de la douleur, des urgences médicales et des incidents à Bobo Dioulasso. <p>Formation de 19 prestataires du district sanitaire de Diapaga en PF clinique, PI, Counseling, gestion de la douleur, des urgences médicales et des incidents.</p>
5	Plan International Burkina	<p>A mis en œuvre une série d'activités qui a concouru à renforcé les capacités des acteurs et du système de santé, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la formation sur site de tous les agents de santé (accoucheuse, Sage-Femme, AIS, ICP) sur toutes les méthodes contraceptives • la formation des professionnels de santé en SRAJ, PF • l'offre de kit aux agents de santé • l'approvisionnement des dépôts répartiteurs en intrants • la dotation en matériel medico technique

6	HP+	<p>HP+ a initié de novembre à décembre 2021 une formation régionale de renforcement des capacités des jeunes en plaidoyer politique pour la prise en compte des besoins des adolescents et jeunes dans les programmes de SR/PF. Cette formation certifiante a été sanctionnée par l'élaboration d'un plan de plaidoyer par chaque jeune pour une mise en œuvre au cours de l'année 2022.</p>
7	ABBEF	<p>Dans le cadre des projets LAD et HCDC, l'ABBEF a formé 15 prestataires cliniques (ceux de l'ABBEF et de ses cliniques franchisées) sur le dispositif minimum d'urgence en SR/PF pour l'offre de service en contexte humanitaire.</p> <p>Par ailleurs dans le cadre du projet HCDC qui intervient notamment dans le contexte humanitaire, 23 813 services de SR et PF ont été offerts à 12 555 clientes, 6457 personnes ont été touchées par des séances de sensibilisation avec un total 66 sorties en équipes mobiles.</p>
8	Jhpiego	<p>Jhpiego a contractualisé avec ABBEF pour assurer l'offre de services de SR/PF dans le privé à travers le projet IHS. Aussi, Jhpiego à travers le projet SUCCESS a conduit la formation des formateurs au niveau national et des régions, la formation des prestataires dans ses zones d'intervention (Hauts Bassins, Comoé) pour le dépistage et la prise en charge des lésions précancéreuses.</p> <p>Jhpiego a apporté un appui financier à l'atelier d'adaptation des outils SRAJ et SSR selon les outils de l'OMS pour les agents de santé en vue d'assurer une offre de services adaptées aux besoins des adolescents et des jeunes.</p> <p>Jhpiego a apporté un appui technique pour la formation de 40 prestataires des ONG (Pathfinder, MS BF) et de la DSF sur la stratégie de counseling équilibré plus en PF.</p>
9	EH	<p>Dans le cadre du projet LAD, EH a formé 299 prestataires dont 157 sages-femmes sur la PF/SAA/ISG selon la loi, le GYSI, la Clarification des Valeurs et la Transformation des Attitudes dans le cadre du programme de santé sexuelle et reproductive (financement LAD).</p> <p>306 sages-femmes formées en salle sur la PF/SAA/ISG selon la loi (PSSR /LAD)</p>

10	EquiPop	<p>A mis en œuvre deux projets qui ont permis de renforcer le système de santé et ses acteurs :</p> <p>Le projet JEV a facilité le renforcement de capacité de 120 prestataires de santé dans les 4 districts d'intervention (Koupela, Koudougou, Réo et Tenkodogo). Ils.elles ont été formé-es pour mieux répondre aux besoins spécifiques des adolescentes et jeunes femmes et brisé les barrières d'accès aux soins.</p> <p>Le projet Droits et Santé femmes mis en œuvre par le consortium IPBF, AFJBF, Voix de femme dans les régions du Centre, Hauts-Bassins, et Centre Nord a permis de renforcer l'empouvoirement des femmes et des filles face aux conséquences socio-économiques du Covid-19 en favorisant notamment l'émergence de jeunes filles et femmes « leadeuses » capables d'apporter un changement significatif et positif auprès de leurs pairs et de leurs communautés. 600 jeunes filles et femmes ont été renforcées en matière de leadership, et 10800 jeunes filles et femmes renforcées en connaissances et aptitudes en PF/SSRAJ et recours aux services en cas de crise</p>
----	---------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

4.2. Renforcement de la mise en œuvre du plan d'urgence et de la stratégie de résilience y compris la vulgarisation

Progrès :

Seules quatre structures ont pu adresser des actions dans le sens de la mise en œuvre du plan d'urgence et de la stratégie de résilience y compris sa vulgarisation. L'on peut alors noter que l'indicateur est en bonne voie

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	DSF	Cinq (05) régions ont bénéficié de la formation sur le DMU (Est, Boucle du Mouhoun, Centre-nord, Sahel, Nord). Tous les DS de ces régions ont été concernés et 149 personnes formées sur le DMU. Le service d'approvisionnement a réceptionné des kits SR qui ont été distribués dans les régions ayant un défi sécuritaire.
2	UNFPA	L'UNFPA a pris part à la mise à jour du plan de réponse humanitaire au cours de l'année 2022. L'équipe de l'UNFPA a participé aussi aux différentes réunions du cluster santé et l'UNFPA est le leader du sous-groupe santé de la production (SR). L'UNFPA coordonne le sous cluster VBG au niveau central et dans les régions où il est présent (Sahel, Centre Nord, Est et Nord). Aussi l'UNFPA a financé la formation sur le DMU, la fourniture de Kits SR, la mise en place de préfabriqués pour la prise en charge intégrée des VBG.

3	MdM F	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration effective d'un plan de plaidoyer sous le lead de MdM avec d'autres collaborateurs dont DRC, NRC, Plan International Burkina Faso, Action contre la Faim (ACF), Save The Children, Humanité et Inclusion, CICR... Ce plan de plaidoyer bâti sur 4 axes avait entre autre pour objectif d'ici décembre 2022 de : • assurer la conclusion d'une clause de sauvegarde du DIH et d'une exemption humanitaire pour que les ONG humanitaires améliorent leurs capacités à dialoguer avec toutes les parties prenantes au conflit • les cadres administratifs et institutionnels du Burkina Faso facilitent la délivrance de l'aide humanitaire • améliorer l'accès aux Services Sociaux de Base (Santé – incl. Nutrition, Education, EHA ciblés en priorité) • assurer la conclusion d'une clause de sauvegarde du DIH et d'une exemption humanitaire pour que les ONG humanitaires améliorent leurs capacités à dialoguer avec toutes les parties prenantes au conflit • renforcer la connaissance et l'appropriation du Droit International Humanitaire (DIH) et Droits Humains (DH) auprès des pouvoirs publics, de la société civile et des leaders communautaires au niveau central et dans les régions prioritaires. • un système fonctionnel de facilitation à l'accès à la documentation civile pour les personnes déplacées internes est mis en place par le gouvernement burkinabé • un document de stratégie aux solutions durables garantissant la protection et la dignité des personnes déplacées internes est développée au Burkina Faso par le gouvernement avec le soutien des acteurs humanitaires et du développement.
4	Intrahealth	<p>A appuyé la DGOS pour l'élaboration des procédures opérationnelles pour la continuité des soins dans le contexte de COVID 19. Appui aux activités d'offre de soins envers les PDI dans la zone d'intervention (centre Sud).</p>

ENGAGEMENT 5

Améliorer la disponibilité et l'accessibilité des informations et services de santé de la reproduction de qualité adaptés aux besoins des adolescents-e-s et des jeunes dans 100% des formations sanitaires publiques y compris les infirmeries scolaires/universitaires, et les espaces sûrs, d'ici à 2025

5.1. Actions de plaidoyer conduites pour le fonctionnement des centres jeunes, espaces sûrs... ;

Progrès :

Le ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi a mené des actions de plaidoyer pour le fonctionnement de ses centres jeunes. Aussi, certaines autres organisations contributrices ont mené des actions qui ont concouru à leur permettre de soutenir le fonctionnement des centres jeunes et des espaces sûrs afin de créer les conditions d'un meilleur accès des adolescent-e-s et jeunes aux informations et services de santé sexuelle et reproductive. De ce fait, l'indicateur peut être classé sur une bonne voie en terme de mise en œuvre.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	DSF	Le processus d'élaboration du plan stratégique santé des adolescents et des jeunes a débuté et les Directives pour la santé scolaire ont été finalisées. Des sessions de formation sur le programme d'orientation sur la SRAJ ont été organisées dans les régions et 82 personnes formées [Centre ouest (35) ; Centre est (47)]
2	UNFPA	A soutenu plusieurs structures (Ministère de la santé et de l'hygiène publique, ABBEF, MSIBF, Tintua et Plan Burkina) avec les financements existants, élaboration de proposal axé sur les adolescents et les jeunes, appui technique à l'élaboration du plan stratégique santé des adolescents et des jeunes
3	MSJE	A conduit des plaidoyers à l'endroit du Gouvernement en vue de promouvoir les centres d'écoute et de dialogue pour jeunes (CEDJ) à travers un transfert de ressources aux mairies pour la gestion desdits centres. Ce plaidoyer a permis la création d'une ligne dans les transferts budgétaires du ministère au profit des mairies. Par ailleurs, dans les 14 centres d'écoute et de dialogue pour jeunes, il est organisé au moins une séance de sensibilisation. Les thématiques portent sur civisme, citoyenneté, culture de la paix, lutte contre l'extrémisme violent et les conduites addictives au profit de 100 000 jeunes.
4	Jhpiego	A apporté un appui financier à l'atelier d'adaptation des outils SRAJ et SSR selon les outils de l'OMS. Ce guide va permettre de donner des orientations et indiquer les standards en vue d'offrir des services de SSR de qualité au profit des adolescents et des jeunes

5	EquiPop	<p>Dans le cadre de JEV et le projet burkinbiwili, des audits sociaux ont été réalisés dans les centres de santé des districts d'intervention (Koudougou, Ziniaré, Baskuy) pour identifier les forces, faiblesses et goulots d'étranglement qui favorisent la réticence des jeunes et ados à recourir aux différents services de soins en matière de SSR. Par ailleurs, un exercice de couverture sanitaire à été fait auprès des prestataires de santé. A l'issue de ces étapes diagnostic, des actions de plaidoyer ont été menées après des autorités politiques, administratives, sanitaires pour disponibiliser et rendre fonctionnel les centres de jeunes. 5 Cadres d'interpellation ont été initiés à Ziniaré, Koudougou, Bobo Dioulasso, Dédougou et Ouagadougou où les jeunes filles au cœur du projet ont été les portes-voix.</p>
---	---------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

5.2. Mise aux normes des infirmeries scolaires et universitaires, espaces sûrs et des Centres jeunes ... ;

Progrès :

Grâce aux soutiens notamment de l'UNFPA, Plan Burkina Faso, MSI BF, ABBEF, des centres jeunes, des structures associatives disposant de centres dédiées aux adolescent-e-s et jeunes ont bénéficié d'équipements pour assurer un bon fonctionnement desdits centres. L'indicateur peut être noté classé comme étant sur une bonne voie.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	DSF	<p>Avec l'appui technique et financier de l'UNFPA, la DSF a renforcé les capacités de cinq (5) centres jeune/centres de santé sur huit (8). Grâce à ce renforcement, ces centres offrent des prestations conformément au modèle « SRAJ- QG Jeunes ». Ce sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le Centre jeunes du district sanitaire de Gaoua, • le Centre jeunes du district sanitaire de Manga, • le Centre jeunes (RAJS) du district sanitaire de Kaya, • le Centre d'écoute et de dialogue pour jeunes du district sanitaire de Ouahigouya, • et le CSPS communal du district sanitaire de Dédougou.
2	UNFPA	<p>L'UNFPA a doté 66 structures (infirmeries scolaires et universitaires, espaces sûrs et des Centres jeunes) en matériels et équipements pour leur fonctionnement. Cette dotation a été faite directement par le bureau pour 7 centres jeunes des districts sanitaires de Dédougou, Kaya, Ouahigouya, Dori, Fada, Manga et Gaoua et les 59 à travers l'ABBEF et MSI BF.</p>
3	MSI BF	<p>Dotation de matériel d'animation d'une quinzaine d'espaces jeunes et sièges d'association de jeunes au niveau des DS de Dori, Fada et de Ouahigouya dans le cadre de la mise en œuvre du projet SSRAJ financé par l'ambassade des Pays Bas. Le matériel est composé comme suit : ordinateur portable de marque Dell, écran de projection, vidéoprojecteur, mini-baffle, disque dur externe de marque Dell, adaptateur pour prise électrique, générateur (groupe électrogène) PRAMAC WX6200 6 KVA (démarrage manuel), mégaphone 88 USB, décodeur HD CANAL + (kit complet), abonnement formule Evasion pour une année.</p>

4	ABBEF	Grâce au financement de l'UNFPA dans le cadre du projet « Pays-Bas », l'ABBEF a fait une dotation de matériel d'animation à 29 structures de jeunes. Il s'agit de centres médico scolaires, à des espaces jeunes et sièges d'association de jeunes à Pourra, Boromo, Pa, Siby, Dédougou, Solenzo, Kaya, Kongoussi, Boulsa, Tougouri et Boussouma dans le cadre de la mise en œuvre du projet SSSRAJ financé par l'ambassade des Pays Bas. Le matériel est composé comme suit : ordinateur portable de marque Dell, écran de projection, vidéoprojecteur, mini-baffle, disque dur externe de marque Dell, adaptateur pour prise électrique, générateur (groupe électrogène) PRAMAC WX6200 6 KVA (démarrage manuel), mégaphone 88 USB, décodeur HD CANAL + (kit complet), abonnement formule Evasion pour une année.
---	-------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

5.3. Vulgarisation de l'utilisation des TIC pour l'information des adolescents et jeunes (Campagnes digitales ...)

Progrès :

L'utilisation des TIC est une stratégie prometteuse pour toucher les adolescent-e-s et les jeunes. La revue des différentes contributions des parties prenantes indique clairement que des actions concrètes sont menées dans ce sens et ont permis effectivement de toucher la cible à travers différentes stratégies y compris l'utilisation des réseaux sociaux, des plateformes numériques. Cet indicateur peut être considéré comme sur une bonne voie au regard de son caractère permanent.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	DSF	La DSF a apporté son appui technique à l'Agence belge pour la coopération (Enabel) à travers son intervention SDSR un portail Web contenant des informations sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Ce portail web vise à améliorer l'accès aux informations de qualité sur la SDSR, sur l'accessibilité des services SR et des services de protection contre les VBG à l'endroit des adolescents et jeunes de 10 établissements scolaires de la région du Centre Est.
2	UNFPA	A apporté son appui technique et financier à la mise en place de la plateforme QGJEUNE depuis 2018 qui met à la disposition des adolescents et jeunes des contenus sur la SR/PF. Au cours du premier semestre l'année de 2022, 51.010 visiteurs ont été enregistrés sur la plateforme.

3	URCB/SD	<p>L'URCB/SD met en œuvre depuis mars 2022, un projet dénommé : Projet de renforcement de la résilience des communautés affectées par les conflits et le changement climatique « SINI GNESIGUI » dans la région de la Boucle du Mouhoun dans les districts sanitaires de Tougan et Nouna. A cet effet elle a contribué à la mise en œuvre de journées/événements de responsabilisation des enfants/jeunes au niveau national et local, à la mise en œuvre de programmes de responsabilisation des enfants/jeunes à la télévision et à la radio. Les sensibilisations ont permis de toucher environ 49 garçons et 23 filles âgées de moins de 18 ans. Pour les causeries éducatives, elles ont permis de toucher 488 garçons et 383 filles de la même tranche d'âge.</p> <p>En terme budgétaire, l'ensemble de ces activités ont couté 9 531 784 FCFA.</p>
4	MSJE	<p>Organisation des campagnes de présentation et d'utilisation de la plateforme Youthconnect Burkina dans les régions. Cette plateforme digitale est un canal d'échange, de partage de connaissances et de bonnes pratiques entre jeunes au niveau local, régional, et transfrontalier sur les questions de paix et de sécurité. 1650 jeunes dont 975 garçons et 678 jeunes filles ont été touchés.</p> <p>Par ailleurs, le ministère a assuré l'animation de la plateforme U-report.</p>
5	PP Global	<p>Organisation de campagnes en ligne pour mobiliser le maximum de jeunes autour des questions de SR/PF ; Organisation de E-panels ; Référencement en ligne et suivi des référencements en ligne; Référencement en ligne et suivi des référencements en ligne</p>
6	BURCASO	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet Billi NOW NOW, les Billis réalisent des activités de sensibilisation à travers le digital afin de toucher le maximum de jeunes sur les réseaux sociaux. Parmi ces activités nous pouvons citer des Facebook live, des Twitt-up, des QG BNN... Pour ce semestre nous sommes en contact avec 4563 jeunes en ligne à travers Facebook, WhatsApp, Twitter, Instagram et YouTube.</p>
7	Jeunes Ambassadeurs	<p>Les JA ont opérationnalisé une stratégie de communication digitale à travers la page "Jeunes Ambassadeurs SR/PF Burkina".</p> <ul style="list-style-type: none"> • La veille des publications sur la SR/PF à travers les réseaux sociaux : couverture de la page Facebook : 18 705, visites sur la page Facebook : 472, nouvelles mentions J'aime de la page Facebook : 154 • Promotion de la SR/PF et autres activités de jeunesse pour susciter un changement de comportement à travers une rubrique de promotion des DSSRAJ et des causeries éducatives sur les médias sociaux. • Publication par semaine : utilisateurs atteints Facebook : 18 875, interactions Facebook : 2 956 • Un Facebook live organisé par les jeunes champions Amplify PF avec l'appui des jeunes ambassadeurs qui avait pour thème "comment gérer les règles douloureuses": Utilisateurs atteints Facebook: 1000, interactions Facebook: 60

8	Intrahealth	<p>A mis en place INSPiRE, une plateforme dynamique en ligne qui offre beaucoup d'opportunités de formation, d'information et de documentation sur la SRMANIA, PF</p> <p>TCI University (TCI-U) est une plateforme dynamique offrant des interventions à haut impact de planification familiale et de SSRAJ adaptées aux milieux urbains à des fins de formation, d'adaptation, de dissémination et de coaching. En tant que mécanisme clé de renforcement des capacités et des systèmes de santé, TCI-U aide les gouvernements locaux à mettre à l'échelle ces interventions grâce au coaching en présentiel et à distance, aux boîtes à outils en ligne et à sa dynamique communauté de pratique.</p>														
9	Plan international Burkina Faso	<p>La plateforme Girls Out Loud de Plan international a contribué à la formation en présentiel de 500 filles et en ligne de 1.000 filles en sécurité des jeunes filles en ligne et l'utilisation responsable des réseaux sociaux, l'innovation dans le numérique, la protection des droits.</p> <p>Des formations sur les thèmes ont également été menées sur des thèmes tels que les VGB, l'éducation, la SSR, le leadership, la GHM, l'engagement des jeunes, le mariage d'enfant, le libre accès des filles à internet.</p>														
10	MSI BF	<p>A travers son Centre d'appel MSI BF a permis de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir des informations de qualité sur la SR/PF via le numéro vert et les réseaux sociaux aux personnes ayant des besoins d'information • Référer des personnes ayant des besoin-satisfait en PF aux niveaux des différents points de prestation. <p>Ainsi pour le premier semestre de l'année 2022, le tableau ci-après récapitule quelques chiffres sur les activités de fourniture d'informations sur la SR/PF.</p> <table border="1" data-bbox="603 1058 1406 1359"> <thead> <tr> <th>INDICATEUR</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Appels traités</td> <td>19915</td> </tr> <tr> <td>Appels reçus</td> <td>15691</td> </tr> <tr> <td>Appels émis</td> <td>4218</td> </tr> <tr> <td>Appels traités (Ados)</td> <td>2417</td> </tr> <tr> <td>Appels reçus (Ados)</td> <td>1684</td> </tr> <tr> <td>Appels émis (Ados)</td> <td>326</td> </tr> </tbody> </table>	INDICATEUR	Nombre	Appels traités	19915	Appels reçus	15691	Appels émis	4218	Appels traités (Ados)	2417	Appels reçus (Ados)	1684	Appels émis (Ados)	326
INDICATEUR	Nombre															
Appels traités	19915															
Appels reçus	15691															
Appels émis	4218															
Appels traités (Ados)	2417															
Appels reçus (Ados)	1684															
Appels émis (Ados)	326															
11	PROMACO	<p>A sensibilisé les jeunes et adolescents à travers la page Facebook de PROMACO</p> <p>Cette activité a consisté à élaborer et poster des messages et des vidéos de sensibilisation sur la SSR/VIH et les coïnfections sur la page Facebook de PROMACO. Ces éléments sont boostés afin de toucher le maximum de personnes.</p> <p>Le nombre de personnes touchées est estimé à 7 787 (H=5 529 et F=2 258)</p> <p>Le coût de l'activité est 900 000 FCFA</p>														

12	ST-ATD	<p>Le ST/ATD a appuyé des OSC qui interviennent dans le domaine des DSSR. Il s'agit entre autres de Share International (SNI) qui est une plateforme de connaissances sur la santé et les droits sexuels et reproductive organisée en hubs (nationaux et régionaux) avec un réseau de membres dans chaque hub (pays)</p> <p>Le ST/ATD a également appuyé le projet GRET sur l'élaboration des messages clés sur les DSSR lors de la journée des menstrues (28 mai), nous avons appuyé Sharenet pour la réalisation d'un Facebook live sur les menstrues chez les adolescentes. Toutes ces activités sont relatives à l'information des adolescents et des jeunes en matière de SSR</p>
13	ABBEF	<p>Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet Renforcement de la capacité des adolescents à exercer leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive au Burkina Faso (JOICFP) financé par l'ambassade du Japon, des messages ont été développés et diffusés par SNS sur le réseaux sociaux Facebook et WhatsApp dans les Districts Sanitaires de Sabou et de Réo. 43363 adolescents et jeunes de 10 à 24 ans ont été touchés par ces messages de sensibilisation sur différents thèmes. Aussi, l'ABBEF a conduit à travers son mouvement d'action jeunes (MAJ) deux campagnes digitales de communication à travers les réseaux sociaux sur des thématiques tels que la SRAJ et la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG). Ces campagnes ont permis de toucher 117 450 personnes en majorité des adolescent-e-s et jeunes de 10 à 24 ans.</p>
14	SOS/JD	<p>A formé 25 jeunes sur l'utilisation des TIC pour la promotion des DSSR dans le cadre du projet Share-Net Burkina Faso</p>
15	EquiPop	<p>A apporté un appui technique et financier à ses partenaires de mise en œuvre qui ont conduit des campagnes digitales sur Facebook, Twitter : Campagne Sen da ya fo, dis-moi tout; des discussions sur la plateforme whatsapp dans le cadre de la capitalisation des projets JEV, burkinbiwili.</p>

5.4. Efforts consentis par les parties prenantes pour l'introduction d'un programme d'EVF dans les milieux scolaires et non scolaires

Progrès :

Le Burkina Faso a opté d'adopter le terme d'éducation à la vie familiale en lieu et place de l'ESC le 07 février 2020. Dans ce sens, des efforts ont été consentis par les parties prenantes impliquées. Sous le leadership du Secrétariat technique chargé de l'accélération de la transition démographique (ST/ATD) du Ministère de la santé et de l'hygiène publique (MSHP) et de la Direction générale de la recherche en éducation et de l'innovation pédagogique (DGREIP) du Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales (MENAPLN), les acteurs ont conduit le processus ayant abouti à l'élaboration d'un document national d'orientation de l'EVF et son Guide d'utilisation. Les différentes contributions des acteurs telles que décrites ci-dessous permettent d'indiquer que cet indicateur est réalisé.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	DSF	La DSF a pris part au processus de l'élaboration de l'EVF. En outre, la thématique de l'EVF est pris en compte dans le plan opérationnel SRAJ.
2	UNFPA	L'UNFPA a apporté un appui technique et financier au Ministère en charge de l'éducation et celui en charge de la jeunesse pour l'introduction de l'éducation à la vie familiale (EVF) dans les curricula de formation des élèves et apprenants.

3	URCB/SD	L'URCB/SD a pris activement part à l'ensemble du processus ayant abouti à l'élaboration du document national d'orientation de l'EVF et de son guide d'utilisation
4	DPP	La DPP a pris part au processus d'introduction du programme EVF à travers sa participation aux cadres de concertations (atelier à Ouaga et à Manga) qui ont abouti au consensus national. Elle a également contribué à travers sa participation aux différents ateliers (à Koudougou et à Ouaga), à la proposition du contenu de l'EVF et des différents modules qui la composent.
5	PP Global	A pris part à l'atelier de consensus entre les parties prenantes et les acteurs clés pour établir une feuille de route pour l'EVF au Burkina Faso; a appuyé l'élaboration du référentiel national portant éducation à la vie familiale au Burkina Faso; appui à l'élaboration du guide d'orientation pour l'enseignement de l'EVF; a appuyé l'élaboration de la fiche pédagogique; a appuyé la finalisation du référentiel national, de son guide et de sa fiche pédagogique; a appuyé la validation du document EVF, de son guide et de sa fiche pédagogique. A appuyé l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer pour l'EVF au Burkina Faso
6	Jeunes Ambassadeurs	Les JA ont activement participé à l'élaboration du référentiel national portant éducation à la vie familiale au Burkina Faso ainsi que son guide d'orientation. Ils ont par ailleurs pris part au lancement du référentiel et du Guide d'orientation pour l'enseignement de l'EVF.
7	MdM	A pris part au processus d'élaboration et d'amendement des modules EVF <ul style="list-style-type: none"> • Amendement effectif des modules d'EVF • Participation à l'atelier de validation du document national d'orientation de L'EVF au Burkina Faso et de son guide d'utilisation du 19 au 20 mai 2022.
8	ST-ATD	Avec l'appui du ministère en charge de l'éducation, des ministères connexes, des OSC et des PTF le STATD a conduit le processus d'élaboration des modules EVF et de leurs guides d'utilisateurs. Ce qui a permis de rendre disponible un document national d'EVF
9	ABBEF	L'ABBEF a apporté un appui technique dans le processus d'élaboration du document national d'orientation de l'EVF et de son guide d'utilisation par la participation active et la facilitation des différentes sessions (Manga, Koudougou, Ouagadougou). L'ABBEF a également pris part au lancement de la mise en œuvre de l'EVF

10	SOS/JD	<p>SOS/JD a appuyé l'élaboration, la finalisation, la validation et la diffusion du référentiel national de l'EVF et de son guide d'utilisation au Burkina Faso à travers notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Création et animation d'une campagne de communication sur l'Education à la Vie Familiale (EVF) dénommée « Je VeuxSavoir » • Disponibilité de 3 artistes et de deux bandes dessinées EVF, d'un texte slam et d'un film documentaire sur l'EVF • Disponibilité de 18 champions formés et actifs sur l'EVF • Organisation d'un évènement mobilisateur sur l'EVF
11	Plan international Burkina Faso	<p>A mis en œuvre dans le cadre du projet PROSARE, des activités dans 57 communes des deux régions de mise en œuvre du projet (Est et Centre-Est). La formation de 2 enseignants par communes pour dispenser des cours d'éducation à la santé de la reproduction. Des clubs scolaires ont été mis en place par établissements avec environ 15 à 20 membres par clubs soit 1140 membres. Ces clubs à travers la stratégie de la paire éducation ont réalisé des causeries éducatives à l'endroit de leurs pairs dans les établissements sur la santé de la reproduction.</p>

ENGAGEMENT 6

Sur la base du budget de 2021 augmenter d'au moins 10% chaque année la ligne budgétaire allouée par l'État à l'achat des produits contraceptifs de 2022 à 2025

6.1. Efforts de plaidoyer pour l'augmentation annuelle d'au moins 10% du montant alloué à l'achat des produits contraceptifs par l'État.

Progrès :

Le gouvernement du Burkina Faso n'a pas honoré son engagement d'augmenter annuellement d'au moins 10% du montant alloué à l'achat des produits PF, car le montant pour les produits contraceptifs reste le même, 900 million FCFA depuis 2021 à la date de ce rapport.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	DSF	<p>Dans le cadre des activités du Matching Fund des rendez-vous pour des plaidoyers avaient été obtenus auprès du Ministre en charge de l'économie et du Premier ministre pour parler de la mobilisation domestique de ressources pour financer la PF. Mais les évènements liés au changement de gouvernement n'ont pas permis la mise en œuvre de ces activités de plaidoyer.</p>
2	MdM-F	<p>Suivi effectif de l'indicateur avec les membres du TAAC (the Advocacy and accountability collaborative). Existence d'un plan d'action 2022 en cours de validation avec la participation effective de MdM F. Il s'agit de la participation de MdM à la rencontre de bilan de la plateforme et à l'élaboration des activités pour le plan de 2022. La rencontre a eu lieu le 1er juillet 2022 à Jhpiego.</p>

		Elle a permis de faire le bilan de l'objectif de plaidoyer « Le Ministre de la Santé signe un engagement pour sécuriser et augmenter progressivement de 10% l'an la ligne budgétaire allouée à l'achat des produits contraceptifs sur la base de 1,3 milliard FCFA, d'ici fin Aout 2021 ». Cet objectif n'était pas atteint et qu'il fallait poursuivre le plaidoyer.
3	SOS JD	A conduit un atelier de suivi des engagements de l'Etat auprès des parlementaires de l'assemblée nationale relatif à l'augmentation annuelle du budget pour l'achat des produits contraceptifs. Collecte périodique des données sur les allocations et les dépenses de la planification familiale à travers l'outil cadre commun.
4	UNFPA	A pris part aux différentes rencontres organisées par la société civile en collaboration avec le ST/ATD sur la question. La signature du compact entre UNFPA et le Gouvernement va contribuer à l'atteinte de cet indicateur.
5	DPP	Dans le cadre du processus de la Budgétisation sensible au dividende démographique réalisé conjointement par l'observatoire nationale du dividende démographique (ONDD) et la Direction générale du budget (DGB) un plaidoyer intense a été fait auprès des Cadres de la DGB et du DG pour l'augmentation de l'allocation budgétaire au domaine de la santé notamment la santé de la reproduction (SR). Le Burkina Faso a toujours respecté ses engagements en contribuant aux ressources régulières du Fonds des nations unies pour la population (UNFPA) pour contribuer à l'achat des produits contraceptifs. Par ailleurs, la DPP a adressé une note technique au Ministre en charge de finances pour lui monter les avantages et la nécessité d'utiliser l'instrument de mobilisation de ressource externe le « Fonds incitatif de contrepartie double (Flx2)».
6	Jhpiego	Dans le cadre du projet TAAC, Jhpiego a : <ul style="list-style-type: none"> • renforcé les capacités des parties prenantes en technique de plaidoyer AFP SMART • renforcé les capacités des parties prenantes en suivi budgétaire • participé aux activités de la société civile pour l'augmentation budgétaire en faveur de l'achat des produits contraceptifs
7	ABBEF	A pris part aux initiatives de plaidoyer dans le cadre des actions conduites par des structures sœurs dont Jhpiego dans le cadre du projet TAAC.

6.2. Sessions du comité de veille pour le suivi du niveau de financement pour l'achat des produits contraceptifs par l'Etat

Progrès :

Le comité de veille qui est un comité ad hoc qui est censé s'appuyer sur le comité plaidoyer du COPIL du PN-PF et composé des structures comme ST/ATD, DSF, ABBEF avec l'appui de toute autre structure. Ce comité n'a pu mener des activités au cours de la période sous revue. Il apparaît donc que l'indicateur n'est pas atteint.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1		

ENGAGEMENT 7

Sur la base de 12% en 2020, amener 50% des communes à inscrire, alimenter et exécuter une ligne dans leur budget pour le financement des activités de PF d'ici fin 2025

7.1. Efforts de plaidoyer pour la prise d'une directive dans la circulaire budgétaire relative à l'insertion d'une ligne de soutien à la PF dans les budgets des communes

Progrès :

Quelques actions ont certes été menées dans le sens de l'insertion d'une ligne dans les budgets des communes selon les informations recueillies auprès des organisations ci-dessus listées. Mais il convient de noter que les efforts de plaidoyer pour la prise d'une directive dans la circulaire budgétaire relative à l'insertion d'une ligne de soutien à la PF dans les budgets des communes n'ont pas ciblé les ministères des finances et de l'administration territoriales, donc l'indicateur n'est pas sur la bonne voie.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	SOS/JD	A organisé une séance informelle d'échanges des OSC membres du GT SR en mai 2022 autour de l'action de plaidoyer sur la prise d'une directive dans la nomenclature budgétaire des communes pour l'intégration d'une ligne budgétaire dédiée à la planification familiale (PF).
2	INTRAHEALTH	A plaidé auprès des communes de Pô et Tiébélé Koudougou, Baskuy, Bogodogo, Boulmiougou, Nongremassom, Sigh-Nonghin, Dafra et Koudougou, Ouaga et Bobo-Dioulasso pour le financement de la PF

7.2. Efforts de plaidoyer pour amener les sociétés privées à soutenir le financement de la PF

Progrès :

Des informations recueillies, quelques actions de plaidoyer ont été conduites auprès des sociétés privées pour le financement de la PF. Des évidences n'ont pas été communiquées par rapport aux ressources mobilisées. L'indicateur est donc sur la bonne voie en terme de réalisation

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	SOS/JD	A organisé un atelier d'échange avec une vingtaine (20) d'entreprises privées et sociétés minières pour le financement du plan Santé de la Reproduction de la Mère, du Nouveau-né, de l'enfant et l'adolescent de la Nutrition (SRMNEAN). En fin de compte, au moins 05 sociétés et entreprises ont promis d'accompagner le processus mais qui n'ont jusqu'à présent financé la SRMNEAN

2	INTRAHEALTH	A plaidé auprès des responsables des sociétés privées à travers les Jeunes Leaders Transformationnels et Aider les villes à mobiliser les ressources locales par le biais de la responsabilité sociale des entreprises (RSE)
3	ST-ATD	A plaidé au niveau du secteur privé santé lors d'un échange pendant l'élaboration du PNPF 2021-2025. Par ailleurs une étude a été réalisée dans ce sens.

7.3. Efforts de plaidoyer auprès des autorités communales pour l'alimentation et l'exécution de la ligne budgétaire "soutien à la PF

Progrès :

Des plaidoyers ont ciblé des autorités communales pour la dotation de ressources en faveur de la PF dans les budgets de ces collectivités. Les retombées ne sont certes pas notées, mais l'on peut indiquer alors que l'indicateur est sur une bonne voie.

No	Partenaires	Activités Contribuant à l'engagement
1	SOS/JD	<p>A mobilisé entre 2015 et janvier 2022 les communes de Diabo, Pissila, Kaya, Tansarga, Namounou et arrondissement 04 de Ouagadougou pour l'alimentation et l'exécution de la ligne budgétaire dédiée à la PF</p> <p>Les 6 maires avaient tous inscrit des lignes pour financer la PF (coût global de 12 millions pour les 6 communes).</p> <p>Les retombées sont : l'intégration de lignes budgétaires pour la PF, l'allocation et le suivi de la mise en œuvre des activités, la mobilisation de plus de 12 millions pour financer la PF, la création d'espaces créatifs pour jeunes, l'intégration de messages de PF lors des prêches, célébrations civiles des mariages et autres occasions d'échanges avec les communautés.</p>
2	Intrahealth	Plaidoyer auprès des communes de Pô et Tiébélé Koudougou, Baskuy, Bogodogo, Boulmiougou, Nongremassom, Sigh-Nonghin, Dafra et Koudougou, Ouaga et Bobo-Dioulasso pour le financement de la PF
3	HP+	HP+ a tenu en collaboration avec la coordination nationale de l'URCB et celle du Centre-ouest, une rencontre d'orientation et de mobilisation des leaders communautaires (religieux, coutumiers, jeunes, femmes) de la région du Centre-Ouest autour de l'approche « engager les leaders communautaires ». Cette approche repose sur une double dimension : « déconstruire les préjugés autour de la PF par l'animation de dialogue intergénérationnel » et « mobiliser des fonds pour le financement de la PF » notamment auprès des collectivités et du secteur privé.

3.3. Synthèse des réalisations des engagements selon les indicateurs de processus

Tableau 6: Indicateurs de processus et niveau de réalisation selon la codification

Engagement	Indicateurs de processus	Niveau de réalisation de l'indicateur
Engagement 1 : Rehausser l'ancrage institutionnel de la coordination de la santé sexuelle et de la reproduction/Planification Familiale en créant sous l'égide de SEM le Président du Faso, une instance multi sectorielle réunissant les ministères, les institutions de recherche, la société civile, le privé et les PTF d'ici à 2023	1.1. Actions de plaidoyer entreprises pour la création de l'instance multisectorielle rattachée au PF	Pas sur une bonne voie
	1.2. Efforts fournis pour le fonctionnement de l'instance multisectorielle	Pas sur une bonne voie
Engagement 2 : Accroître le taux de prévalence contraceptive moderne chez les femmes en union de 31,9% en 2020 à 41,3% en 2025.	2.1. Opérationnalisation d'une stratégie CCSC	Réalisé
	2.2. Mise en œuvre des stratégies à haut impacts	Réalisé
	2.3. Efforts fournis pour la mobilisation de ressources en vue du financement continu du PMA	En bonne voie
Engagement 3 : Augmenter la disponibilité des produits contraceptifs au cours des trois derniers mois précédant le jour de l'enquête de 51,6% en 2020 à 90% dans les points de prestation de services d'ici fin 2030	3.1. Actions entreprises pour amener les produits et consommables SR/PF au dernier Km	En bonne voie
	3.2. Formation des acteurs sur le Net SIGL	En bonne voie
	3.3. Mise à échelle du Net SIGL	En bonne voie
Engagement 4 : Rendre disponibles et accessibles les informations et les services de santé de la reproduction/planification familiale de qualité aux populations en situation de crise humanitaire y compris les groupes spécifiques, à travers la mise en place d'un mécanisme de préparation, réponse, et résilience efficace de 2022 à 2025.	4.1. Capacitation des acteurs et du système sanitaire pour l'offre de service SR/PF et en counseling PF, adapté aux besoins des adolescents et des jeunes, des personnes handicapées et des PDI	Réalisé
	4.2. Renforcement de la mise en œuvre du plan d'urgence et de la stratégie de résilience (vulgarisation,)	En bonne voie
Engagement 5 : Améliorer la disponibilité et l'accessibilité des informations et services de santé de la reproduction de qualité adaptés aux besoins des adolescents-e-s et des jeunes dans 100% des formations sanitaires publiques y compris les infirmeries scolaires/universitaires, et les espaces sûrs, d'ici à 2025	5.1. Actions de plaidoyer conduites pour le fonctionnement des centres jeunes, espaces sûrs...;	En bonne voie
	5.2. Mise aux normes des infirmeries scolaires et universitaires, espaces sûrs et des Centres jeunes	En bonne voie
	5.3. Vulgarisation de l'utilisation des TIC pour l'information des ado et jeunes (Campagnes digitales)	En bonne voie

	5.4. Efforts consentis par les parties prenantes pour l'introduction d'un programme d'EVF dans les milieux scolaires et non scolaires	Réalisé
Engagement 6 :	6.1. Efforts de plaidoyer pour l'augmentation annuelle d'au moins 10% du montant alloué à l'achat des produits contraceptifs par l'État.	Pas sur une bonne voie
Sur la base du budget de 2021 augmenter d'au moins 10% chaque année la ligne budgétaire allouée par l'État à l'achat des produits contraceptifs de 2022 à 2025.	6.2. Sessions du comité de veille pour le suivi du niveau de financement pour l'achat des produits contraceptifs par l'Etat	Pas sur une bonne voie
Engagement 7 :	7.1. Efforts de plaidoyer pour la prise d'une directive dans la circulaire budgétaire relative à l'insertion d'une ligne de soutien à la PF dans les budgets des communes	Pas sur une bonne voie
Sur la base de 12% en 2020, amener 50% des communes à inscrire, alimenter et exécuter une ligne dans leur budget pour le financement des activités de PF d'ici fin 2025	7.2. Efforts de plaidoyer pour amener les sociétés privées à soutenir le financement de la PF	Pas sur une bonne voie
	7.3. Efforts de plaidoyer auprès des autorités communales pour l'alimentation et l'exécution de la ligne budgétaire "soutien à la PF	En bonne voie

Sur les dix-neuf (19) indicateurs de processus, trois (03) ont été réalisés, onze (11) sur une bonne voie, et cinq (05) pas sur une bonne voie. Les constats suivants sont à retenir :

- Aucun engagement n'est réalisé ;
- Les trois (03) indicateurs réalisés proviennent de l'engagement 2 (2.1. et 2.2.) et de l'engagement 5 (5.4.).
- Les cinq (05) indicateurs non réalisés proviennent de l'engagement 1 (1.1. et 1.2.), de l'engagement 6 (6.1. et 6.2.), de l'engagement 7 (7.1.).
- Les autres indicateurs sont tous sur une bonne voie.

Avec trois (03) indicateurs de processus sur dix-neuf (19) réalisés, le taux de réalisation globale est d'environ 16%. Ce qui indique que le niveau de réalisation des engagements n'est pas appréciable. Des efforts doivent être fait dans le sens d'une meilleure mise en œuvre des engagements.

IV. DIFFICULTÉS

Les principales difficultés liées à l'élaboration de ce premier rapport de suivi des engagements FP2030 ont été les suivantes :

- Le niveau de collecte des informations pas très satisfait. Seul, vingt (20) structures ont transmis des données ;
- La non-transmission des données par certaines parties prenantes clés en dépit des multiples rappels (téléphone, email, visite terrain...).

V. RECOMMANDATIONS À L'ENDROIT DES PARTIES PRENANTES

Au regard du niveau de réalisation des engagements, les recommandations suivantes sont proposées :

Poursuivre la collecte des données pour la prochaine phase en élargissant la base des parties prenantes. Celles-ci doivent redoubler d'efforts pour renforcer les acquis et combler les gaps identifiés.

De manière spécifique, les recommandations ci-dessous sont formulées à l'endroit des parties prenantes identifiées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : Recommandations aux acteurs de mise en œuvre

Recommandations	Responsable	Collaborateurs	Echéance
Engagement 1			
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le plaidoyer en vue de la concrétisation de la création et du fonctionnement de l'instance multisectorielle 	OSC	PTF	T2 2023
Engagement 2			
<ul style="list-style-type: none"> Plaider pour un financement continu du PMA en vue de disposer de données actualisées et continues sur la PF (TPCM) 	OSC	PTF	T2 2023
<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre le plaidoyer en vue de la mobilisation de ressources pour le financement du PN-PF2021-2025 	Gouvernement	PTF OSC	T4 2023
Engagement 3			
<ul style="list-style-type: none"> Plaider pour une disponibilité des produits contraceptifs dans les zones à fort défi sécuritaire 	OSC	PTF	T2 2023
Engagement 4			
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités des acteurs et du système sanitaire pour l'offre de service SR/PF et en counseling PF, adapté aux besoins des adolescents et des jeunes, des personnes handicapées et des PDI 	Gouvernement	PTF OSC	Continu
Engagement 5			
<ul style="list-style-type: none"> Plaider pour un accroissement annuel, d'au moins 10% des ressources allouées par l'Etat à l'achat des produits contraceptifs. 	OSC	PTF	T2 2023
<ul style="list-style-type: none"> Opérationnaliser un comité ad hoc pour le suivi des engagements FP2030 	OSC	PTF	T2 2023
Engagement 6			
<ul style="list-style-type: none"> Plaider auprès du MATDS et du MEFP pour la prise d'une directive dans la circulaire budgétaire pour l'allocation de ressources dédiées à la PF dans les budgets des communes 	OSC	PTF	T2 2023
<ul style="list-style-type: none"> Plaider auprès du secteur privé pour le soutien à la PF dans les budgets des communes 	OSC	PTF	T4 2023
<ul style="list-style-type: none"> Plaider auprès du MEFP et du MATDS pour la création d'une ligne budgétaire dédiée à la planification familiale dans la nomenclature des budgets des collectivités territoriales 	OSC	PTF	T4 2023

VI. PROCHAINES ÉTAPES

- Célébration des succès ;
- Dissémination du rapport ;
- Collecte des données et élaboration du 2ème rapport.

VII. CONCLUSION

Le Motion Tracker a été choisi à l'unanimité par l'ensemble des pays du Partenariat de Ouagadougou pour le suivi de leurs engagements dans le domaine de la planification familiale. Après une phase pilote au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Togo, sa mise en œuvre est passée à l'échelle dans l'ensemble des pays du PO. Ce premier rapport s'inscrit dans le suivi des engagements pris dans le cadre de l'initiative FP2030.

Pour l'élaboration de ce premier rapport, l'ABBEF organisation neutre chargée de la mise en œuvre du Motion Tracker au Burkina Faso s'est appuyée sur les enseignements tirés de la phase pilote, notamment la collaboration avec l'ensemble des parties prenantes clés du domaine de la planification familiale. Ce partenariat est un élément crucial qui permet de fédérer les énergies, de collecter des données auprès des différentes parties prenantes pour l'élaboration du présent rapport.

Les résultats engrangés démontrent l'implication des parties prenantes sous le leadership du gouvernement à travers le ministère en charge de la santé. Ces résultats sont certes insuffisants, mais appellent à davantage d'efforts et d'investissements de la part des parties prenantes pour relever les défis afin de parvenir à la réalisation de la totalité des engagements pris par le Burkina dans le cadre de la PF. Sur dix-neuf indicateurs de processus, trois (03) ont été réalisés, onze sur une bonne voie de réalisation et cinq (05) non réalisés.

Parmi les défis à relever figure en bonne place l'ancrage institutionnel des questions de planification familiale et plus globalement de la santé de la reproduction. Cela semble une urgence d'une part, au regard de la suppression du secrétariat technique chargé de l'accélération de la transition démographique, et d'autre part, du rôle que le Burkina Faso a toujours joué sur la thématique dans la région ouest-africaine. Les autres défis sont entre autres, le financement endogène de la planification familiale, le financement de la PF par les collectivités et le secteur privé, la continuité de services dans un contexte de crise humanitaire et sécuritaire.

ANNEXE : GUIDE DE COLLECTE DE DONNEES

ANNEXE 1 QUESTIONNAIRE DESTINÉ AUX INFORMATEURS CLÉS SUR LES INDICATEURS DU PROCESSUS D'ENGAGEMENT

Nom du répondant: _____

Nom de l'organisation: _____

Date: _____

Veillez remplir le tableau ci-dessous sous réserve de tout projet lié aux engagements mis en évidence ci-dessus.

a) Blocks du SS selon OMS et des Indicateurs de Processus e [Période de Rapport]	b) Votre organisation contribue-t-elle à cet indicateur?		c) Si oui, veuillez résumer les principales activités de votre organisation qui contribuent à cet indicateur. Indiquez également les partenaires avec lesquels vous avez collaboré à ces activités. Veuillez préciser s'il y a une /des personnes ressources au sein de votre organisation ou en dehors qui pourraient apporter des éléments d'informations complémentaire ? Disposez-vous d'autres sources d'informations à partager ?(site internet, liens , rapports, études)	d) Veuillez décrire les difficultés rencontrées pour progresser sur cet indicateur.
	Oui	Non		

Engagement 1:

Rehausser l'ancrage institutionnel de la coordination de la santé sexuelle et de la reproduction/Planification Familiale en créant sous l'égide de SEM le Président du Faso, une instance multi sectorielle réunissant les ministères, les institutions de recherche, la société civile, le privé et les PTF d'ici à 2023

Catégorie: Leadership et gouvernance

1. Actions de plaidoyer entreprises pour la création de l'instance multisectorielle rattachée au PF				
2. Efforts fournis pour le fonctionnement de l'instance multisectorielle				

Engagement 2:

Accroître le taux de prévalence contraceptive moderne chez les femmes en union de 31,9% en 2020 à 41,3% en 2025

Catégorie : Leadership et gouvernance

3. Opérationnalisation d'une stratégie CCSC				
---------------------------------------------	--	--	--	--

Catégorie : Prestations de service

4. Mise en œuvre des stratégies à hauts impacts				

Catégorie : Leadership et gouvernance

5. Efforts fournis pour la mobilisation de ressources en vue du financement continu du PMA				

Engagement 3:

Augmenter la disponibilité des produits contraceptifs au cours des trois derniers mois précédant le jour de l'enquête de 51,6% en 2020 à 90% dans les points de prestation de services d'ici fin 2030

Catégorie : Accès aux médicaments essentiels

6. Actions entreprises pour amener les produits et consommables SR/PF au dernier Km				
-------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--

Catégorie : Systèmes d'information sur la santé

7. Formation des acteurs sur le Net SIGL				
------------------------------------------	--	--	--	--

8. Mise à échelle du Net SIGL				

Engagement 4:

Rendre disponibles et accessibles les informations et les services de santé de la reproduction/planification familiale de qualité aux populations en situation de crise humanitaire y compris les groupes spécifiques, à travers la mise en place d'un mécanisme de préparation, réponse, et résilience efficace de 2022 à 2025.

Catégorie : Prestation de service

9. Capacitation des acteurs et du système sanitaire pour l'offre de service SR/PF et en counseling PF, adapté aux besoins des adolescents et des jeunes, des personnes handicapées et des PDI				
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--

Catégorie : Leadership et gouvernance

3. Renforcement de la mise en œuvre du plan d'urgence et de la stratégie de résilience y compris la vulgarisation				

Engagement 5:

Améliorer la disponibilité et l'accessibilité des informations et services de santé de la reproduction de qualité adaptés aux besoins des adolescents-e-s et des jeunes dans 100% des formations sanitaires publiques y compris les formations sanitaires publiques y compris les infirmeries scolaires/universitaires, et les espaces sûrs, d'ici à 2025

Catégorie : Leadership et gouvernance

11. Actions de plaidoyer conduites pour le fonctionnement des centres jeunes, espaces sûrs...				
-----------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--

Catégorie : Prestation de services

12. Mise aux normes des infirmeries scolaires et universitaires, espaces sûrs et des Centres jeunes				
-----------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--

Catégorie : Systèmes d'information sur la santé

13. Vulgarisation de l'utilisation des TIC pour l'information des ado et jeunes (Campagnes digitales ...)				
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--

14. Efforts consentis par les parties prenantes pour l'introduction d'un programme d'EVF dans les milieux scolaires et non scolaires				
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--

Engagement 6:

Sur la base du budget de 2021 augmenter d'au moins 10% chaque année la ligne budgétaire allouée par l'État à l'achat des produits contraceptifs de 2022 à 2025

Catégorie : Finance

15. Efforts de plaidoyer pour l'augmentation annuelle d'au moins 10% du montant alloué à l'achat des produits contraceptifs par l'État.				
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--

16. Sessions du comité de veille pour le suivi du niveau de financement pour l'achat des produits contraceptifs par l'Etat				
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--

Engagement 7:

Sur la base de 12% en 2020, amener 50% des communes à inscrire, alimenter et exécuter une ligne dans leur budget pour le financement des activités de PF d'ici fin 2025

Catégorie : Finance

17. Efforts de plaidoyer pour la prise d'une directive dans la circulaire budgétaire relative à l'insertion d'une ligne de soutien à la PF dans les budgets des communes				
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--

18. Efforts de plaidoyer pour amener les sociétés privées à soutenir le financement de la PF				
----------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--

19. Efforts de plaidoyer auprès des autorités communales pour l'alimentation et l'exécution de la ligne budgétaire "soutien à la PF				
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--

